



Numéro 118 - Mai 2007

NOTRE OPINION

- La protection des forêts : des paroles et des actes

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Costa Rica : une initiative écologiste de restauration de la forêt
- Équateur : affermissement de la résistance contre les mines en Intag
- La politique du « déboisement évité », les peuples autochtones et les communautés locales : il faut d'urgence un débat sur les risques sociaux éventuels
- Laos : grâce à "l'aide" de la Norvège et de la Chine, le fleuve Xeset aura un nouveau barrage
- Ouganda : la lutte pour la forêt Mabira a finalement porté ses fruits !
- République démocratique du Congo : les Pygmées Efe sont dépossédés de leur pays et de leurs moyens de subsistance

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Brésil : pourquoi les femmes du MST s'opposent à la monoculture de l'eucalyptus
- États-Unis : des groupes écologistes se dressent contre les arbres GM d'ArborGen
- Rencontre internationale contre la monoculture d'eucalyptus
- Thaïlande : avec les plantations de palmier à huile pour la production de biodiesel, la catastrophe devient imminente
- Uruguay : lancement d'une initiative nationale pour la suspension de l'arboriculture forestière
- Le WRM a une nouvelle section de vidéos sur les plantations et les usines de pâte

LES INVESTISSEMENTS DU NORD DANS LE SUD

- L'industrie suédoise de plantation et d'élaboration de pâte et son plan de déplacement vers le Sud
- Uruguay : l'usine de pâte de Botnia. Pourquoi utilise-t-on des fonds publics de l'UE ?

LE COMMERCE DU CARBONE

- Les plans d'échange d'émissions du G8 diffèrent toute action authentique en matière de climat et rapportent de gros profits aux plus grands pollueurs

NOTRE OPINION

- La protection des forêts : des paroles et des actes

Tout le monde semble être d'accord qu'il faut protéger les forêts qui restent au monde... mais les forêts continuent de disparaître au même rythme alarmant de toujours. Il est donc important de faire la différence entre ceux qui veulent vraiment protéger les forêts et ceux dont les paroles et les actes vont dans deux sens opposés. La plupart des articles de ce numéro du bulletin du WRM en sont de bons exemples.

Prenons par exemple le cas de l'article sur l'Équateur, où les communautés locales luttent pour éviter qu'une entreprise minière canadienne détruise leur environnement, qui comprend une étendue de forêt ancienne d'une énorme valeur biologique située dans la zone tampon d'une des plus importantes réserves écologiques du pays. Hommes, femmes et jeunes se sont organisés autour de la position commune et non négociable « Non aux mines », qui bénéficie aujourd'hui du soutien unanime de tous les gouvernements de la région et de celui des populations qui habitent à l'intérieur des limites des concessions minières ou dans leur voisinage.

Dans le cas du Congo, les Efe ont utilisé et protégé la forêt d'Ituri pendant des siècles. Au début des années 1990, des entreprises forestières européennes et malaises ont commencé à détruire cette forêt, et donc les moyens de vie des Efe, tandis que l'appétit des sociétés transnationales pour les minerais de la région – l'or et le coltan – provoquait la guerre et une destruction encore plus grande de la forêt.

Au Laos, la société conseil norvégienne Norconsult a remporté un contrat de 1,5 millions USD pour superviser les travaux de construction du barrage Xeset 2, financé par l'Agence norvégienne de coopération au développement. La Chine y est fortement impliquée aussi : la Banque export-import de Chine finance 80 % de ce projet de 135 millions USD, et l'entrepreneur principal est la China North Industries Corporation. Un habitant du pays a dit : « Nous ne voulons pas qu'ils construisent le barrage. Il va beaucoup affecter notre terre et l'environnement... Mais nous n'osons pas nous opposer aux fonctionnaires du gouvernement ». Les agences gouvernementales et les consultants, du Laos, de la Norvège et de la Chine, savent que cela est vrai, mais les plans continuent quand même.

Tout le monde sait que les plantations de palmier à huile sont une cause majeure de destruction des forêts. Néanmoins, la demande de biodiesel des pays du Nord encourage l'expansion de cette culture partout dans les tropiques. Dans le cas de la Thaïlande, le gouvernement entend augmenter la superficie de ces plantations, qui est aujourd'hui de 400 000 hectares, pour atteindre 1,2 millions d'hectares en 2009. Comme le signale l'article sur la Thaïlande, « si l'expansion des plantations de palmier à huile avait lieu comme prévu dans les plans gouvernementaux, la Thaïlande perdrait irréversiblement sa sécurité alimentaire, ses forêts et sa diversité biologique. Pour le peuple thaïlandais, ce serait une catastrophe ».

Plusieurs articles apportent des exemples supplémentaires du double discours des gouvernements et des entreprises. Heureusement, la médaille a deux faces. Sur l'autre, il y a les gens de la région et les organisations qui les soutiennent, avec leur propre programme environnemental et social.

Par exemple, fin avril de cette année, le Mouvement brésilien des paysans sans terre et Via Campesina ont organisé une rencontre internationale sur les plantations d'eucalyptus en régime de monoculture pour définir des stratégies en matière d'actions conjointes contre l'avancée dans le Sud de la monoculture d'arbres et des usines de pâte.

En avril également, des organisations uruguayennes de petits agriculteurs, des ONG et d'autres organisations sociales des quatre coins du pays ont lancé une Initiative nationale pour la suspension des plantations d'arbres en régime de monoculture.

En Ouganda, le gouvernement a finalement décidé en mai d'abandonner le projet de livrer les réserves de la forêt centrale de Mabira à la plantation commerciale de canne à sucre. Cette décision est le résultat de fortes mobilisations de la population locale (au cours desquelles cinq personnes ont été tuées et bien d'autres blessées) contre la destruction de la forêt.

Au Costa Rica, plusieurs organisations encouragent la restauration familiale des forêts, à partir d'expériences documentées mises en oeuvre dans le pays, par opposition au modèle de la monoculture d'arbres pratiquée jusqu'à présent.

En somme, les gouvernements se contentent de parler de la conservation des forêts, tandis que les gens prennent des mesures réelles pour protéger leurs forêts et leur environnement. Dans le cas des premiers, l'explication réside dans le profit, comme le précise l'article sur l'usine de pâte de l'entreprise finnoise Botnia en Uruguay, Pourquoi utilise-t-on des fonds publics de l'UE ? D'après l'auteur, la réponse à cette question est bien simple : « Botnia reçoit des fonds publics européens parce que cela convient à l'industrie européenne ». Dans le deuxième cas, la raison de la lutte des peuples pour protéger leurs forêts est également simple : « Vous allez comprendre pourquoi on nous appelle le Peuple de la Forêt... Lorsque la forêt mourra, nous mourrons ».

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Costa Rica : une initiative écologiste de restauration de la forêt

L'association Communautés écologistes La Ceiba – Amis de la Terre Costa Rica (COECOCEIBA – AT), constituée par des membres de divers secteurs sociaux (universitaires, professionnels, écologistes et paysans) estime qu'il est temps de mettre au point, de manière innovante, de nouveaux modèles de récupération du couvert forestier et de donner une opportunité à des méthodes de reboisement autochtone comprenant quelques-uns des principes de base que la forêt tropicale, principal écosystème naturel du pays, applique de façon silencieuse. Il est temps de donner une opportunité à la créativité et aux expériences déjà existantes dans les communautés, et d'essayer des modèles plus sains pour l'environnement et plus justes et participatifs pour la société.

C'est dans ce but que l'association présente l'expérience de la famille Díaz Alvarado dans son ancienne plantation d'ananas dans la Zone Nord du Costa Rica. Cette initiative combine la régénération naturelle enrichie par la plantation et/ou l'aménagement d'essences de valeur ; elle offre des opportunités de production qui s'intègrent de manière complémentaire à l'économie paysanne, et elle génère des services environnementaux de bonne qualité pour toute la société du pays.

La famille Díaz Alvarado (Mme. Eduviges, M. Félix, leurs deux filles et leur fils) est arrivée il y a 22 ans à Castelmare de Saíno de Pital, une petite communauté située dans le Nord du Costa Rica, au centre d'une plaine chaude et humide sur les rives du fleuve Tres Amigos, l'un des principaux affluents du fleuve San Carlos. Dans cette région, il pleut en moyenne de 3 à 4 mètres, régulièrement distribués le long de l'année. La terre y est en général argileuse et rouge et d'une fertilité moyenne ou faible.

Leur parcelle se composait à l'époque d'environ 9 hectares d'enclos arborés traversés par un petit ruisseau où l'on conservait un bosquet de protection. Là avaient survécu quelques amandiers énormes (*Dipteryx panamensis*) et une poignée de vieux arbres qui restaient de la forêt originelle. Pendant les premières années, la famille a entrepris de transformer peu à peu la prairie en plantation d'ananas, en laissant se développer de petits lauriers (*Cordia alliodora*), des chênes corail (*Terminalia amazonia*), des 'manga larga' (*Laetia procera*) et d'autres espèces qui germaient spontanément.

Pendant ce temps-là, quelques entreprises achetaient des terres dans les zones environnantes pour semer de grandes étendues d'arbres en régime de monoculture. Au début, elles plantaient des lauriers et des eucalyptus ; plus tard, après l'échec total des plantations de ces deux essences, elles ont planté des melinas (*Gmelina arborea*), des terminalias (*Terminalia ivorensis*) et des acacias (*Acacia mangium*). À maintes reprises il y a eu des conflits entre les techniciens des entreprises et la famille Díaz Alvarado ; parfois c'était parce que les entreprises voulaient leur faire quitter leur propriété, d'autres fois parce qu'elles bouchaient de terre les ruisseaux en défrichant ou, tout simplement, parce que les Díaz Alvarado et d'autres voisins protestaient et déposaient des plaintes en voyant la forêt détruite au profit des plantations.

Quelques années plus tard, le village de Castelmare a commencé à se réduire ; la concentration de la terre et les grandes plantations d'arbres n'ont pas permis à la communauté de se développer comme d'autres établissements paysans de la région. En l'absence de bonnes routes leur permettant de transporter leurs produits pour les vendre et faute d'une école pour les enfants, la famille a dû s'installer en 1984 à Saïno de Pital, un village petit mais avec quelques avantages. C'est alors qu'ils ont décidé de conserver la parcelle et de mettre en oeuvre un projet sylvicole, pour montrer à ces techniciens qui parcouraient la zone en semant des arbres en régime de monoculture comment produire du bois de façon naturelle et sans faire tant de dégâts. En outre, cela permettrait à la famille de mettre quelque chose de côté pour l'avenir. Le projet était compatible avec la disponibilité de main-d'oeuvre de la famille et elle y a persévéré, malgré les difficultés de déplacement (pour se rendre à la propriété il fallait parcourir neuf kilomètres de mauvais chemins, et il n'y avait pas de transport collectif).

À l'époque ils y allaient deux fois par semaine. Ils ont conservé la plantation d'ananas, mais ils ont commencé à repiquer des jeunes arbres qu'ils prenaient dans les forêts voisines et à entretenir ceux qui germaient naturellement sur place. Comme les ananas étaient toujours là, de temps en temps ils désherbaient à la machette, en respectant toujours les petits arbres, surtout les essences commerciales ou celles de bois de prix, ainsi que celles qui apportaient quelque chose à la vie sauvage.

D'autre part, on a inclus dans les activités d'entretien un programme d'élagage pour que les arbres à bois grandissent en gardant une bonne forme. Vers la fin des années quatre-vingt-dix, on a lancé aussi un programme d'enrichissement avec des essences rares ou en péril d'extinction et avec des arbres fruitiers dans les clairières que laissent les espèces pionnières de croissance rapide et cycle vital court (par exemple, le 'buriogre', *Trichospermum sp*).

Aujourd'hui, l'expérience a un peu plus de vingt ans. Elle a donc atteint sa majorité, et montre quelques résultats très intéressants en ce qui concerne la protection de la diversité et la contribution à la récréation, au respect de soi, à l'éducation et à l'économie des habitants de la campagne.

La forêt de la famille Díaz Alvarado a une structure semblable à celle de n'importe quelle forêt secondaire de 15-20 ans dans le climat tropical humide de la zone nord. Le sommet des arbres atteint près de 25 mètres, et le couvert est fermé. Dans les secteurs non aménagés, le sous-bois est riche en plantes de diverses familles : Rubiaceae, Piperaceae, Heliconiaceae, Zamiaceae, Smilacaceae, etc. Avec les plantes mentionnées poussent aussi de nombreux plants d'essences à bois de prix, dont les graines proviennent de grands arbres qui restent de la forêt primaire sur les bords du ruisseau. Dans le secteur nord, le sous-bois a été aménagé pour permettre une combinaison de vieux ananas, d'espèces ornementales, d'espèces médicinales et de petits arbres de croissance lente.

Comme dans d'autres forêts secondaires de la région, la densité de cette forêt est de quelque 500 individus par hectare, et il en est de même quant à sa composition, la variété des espèces étant elle aussi semblable.

D'après le témoignage de la famille Díaz Alvarado et de quelques voisins, le débit du ruisseau qui naît dans cette parcelle a progressivement augmenté, ce qui fait penser que le régime hydrique des eaux souterraines a dû s'améliorer à mesure que le couvert de la forêt et du sous-bois s'est renforcé dans la zone de protection.

Il faut souligner que l'objectif de cette forêt n'est pas de produire du bois de la manière la plus rapide et en faisant des coupes rases ; au contraire, la forêt restaurée est considérée comme un complément économique, et la famille a l'intention d'extraire le bois tombé ou les arbres qui atteignent la maturité suivant un plan d'aménagement qui consiste à extraire chaque année quelques arbres mûrs pendant la période sèche. Ainsi, on réussira à conserver la forêt au cours du temps.

Cette expérience (qui n'est pas unique, il en existe probablement d'autres semblables dans d'autres régions

tropicales) a le mérite d'être une réponse au modèle de monoculture forestière qui a détruit des forêts, concentré entre les mains de quelques-uns de vastes étendues de terres et asséché les marais, et qui est l'une des causes principales de la diminution de la diversité biologique dans la zone nord du Costa Rica.

Extrait et adapté de : "La restauración ecologista del bosque tropical. Una alternativa de reforestación ambientalmente sana y socialmente justa y participativa", COECOCEIBA- Amigos De La Tierra, Costa Rica, adresse électronique : licania@racsaco.cr, <http://www.coecoceiba.org>.

[index](#)

– Équateur : affermissement de la résistance contre les mines en Intag

Douze années sont passées sans que les puissantes transnationales minières aient pu faire fléchir la volonté des paysans de la région d'Intag, canton de Cotacachi, province d'Imbabura, dans le Nord-Ouest de l'Équateur.

Ce cauchemar a démarré en 1991, lorsqu'un Japonais dont on ne sait toujours pas le nom a commencé à parcourir de long en large la région dans son véhicule. Personne ne savait exactement ce qu'il faisait. Vers 1995, on a appris qu'il faisait de la « prospection minière », c'est-à-dire qu'il cherchait des minerais dans le sous-sol.

Du fait de cette activité, ce que le Japonais avait de pittoresque est devenu gênant et nocif car, par suite des perforations effectuées et des substances polluantes déversées dans les ruisseaux, les paysans ont commencé à remarquer que la santé des enfants qui s'y baignaient était affectée et que le bétail tombait malade, parmi d'autres contretemps. La population a donc commencé à s'organiser, en principe pour obtenir des informations sur ce qui se tramait à son insu. C'était l'époque de la Bishi Metals, une multinationale japonaise dont les activités sont restées dans les mémoires comme un jeu d'enfants, par rapport à ce qui viendrait plus tard.

Dans ces circonstances est née DECOIN (Défense et conservation écologique d'Intag), une organisation de base qui coordonne des programmes d'éducation et de protection de l'environnement, dont un programme pour la protection des bassins versants et bien d'autres initiatives écologiques et sociales, parmi lesquelles figure la création de la Réserve communautaire de Junín.

Les habitants de Cerro Pelado, Junín, El Triunfo, Villaflora, Cuaraví, La Armenia, Cazarpamba et Barcelona, les communautés les plus affectées par le projet minier, n'ont cessé de confirmer, depuis le moment où les transnationales minières ont commencé à débarquer, leur décision de ne pas leur permettre d'opérer dans leurs terres. À ce jour, ces entreprises n'ont pas pu commencer leurs activités minières proprement dites, car les concessions sont situées à l'intérieur de la Réserve communautaire de Junín, région de forêts primaires d'énorme valeur biologique situées dans la zone tampon de la Réserve écologique Cotacachi-Cayapas, l'une des plus importantes de l'Équateur. En outre, ces forêts brumeuses font partie de la biorégion du Chocó et constituent le hot-spot Andes Tropicales, le site le plus brûlant du point de vue biologique parmi les 34 points névralgiques les plus importants du monde. Cette réserve est protégée avec beaucoup de zèle par les communautés.

L'histoire de la résistance contre l'industrie minière en Intag ne serait pas concevable sans d'autres piliers organisationnels, auxquels sont venus s'ajouter des événements favorables, comme l'élection, en 1996, de l'économiste Auki Tituaña, dirigeant indigène charismatique, à la mairie de Cotacachi. Le maire a lancé un processus politique réellement participatif qui a permis, parmi bien d'autres choses, d'approuver à l'initiative des habitants de l'Intag une ordonnance municipale déclarant le canton de Cotacachi 'canton écologique' (le texte de l'ordonnance est disponible à l'adresse : accionecologica.org/descargas/areas/otros/documentos/ordenanza.doc). Il s'agit d'une norme unique en Amérique latine et peut-être même dans le monde, qui vise à protéger les ressources naturelles et, à cet effet, à empêcher l'extraction minière.

De nombreuses circonstances y ont contribué, mais ce qui a définitivement mis fin à la présence de Bishi Metals en Intag est la prise du campement de l'entreprise par les habitants des communautés qui allaient être affectées par le projet minier : les gardes ont été expulsés, le matériel de l'entreprise a été retiré et placé sous la surveillance du maire, le campement minier a été démonté et le reste brûlé. Ceci a coûté un procès à quelques-uns des participants dont les actions ont été dénoncées, non pas par l'entreprise qui, bon gré mal gré a eu l'air d'accepter la volonté du peuple, mais par l'État équatorien, nommément par le ministère de l'Énergie et des Mines. Vu qu'il n'a jamais été possible de prouver que les paysans aient été coupables, après un long procès ils ont bénéficié en 1999 d'un non-lieu définitif.

Il convient de signaler que la Loi minière en vigueur en Équateur a été financée par la Banque mondiale, dans le cadre du Projet de développement minier et de contrôle environnemental (PRODEMINCA). De nombreuses infractions aux normes écologiques de la Banque mondiale ont été commises pendant la mise en oeuvre de ce projet ; par suite des plaintes déposées par la DECOIN, la Banque a lancé une enquête sur le projet.

Les concessions minières de la région d'Intag s'appellent Golden 1, Golden 2 et Magdalena 1. Il s'agit de 7 000 hectares qui, après le départ de Bishi Metals, ont été acquis par l'entreprise minière canadienne Ascendant. À l'heure actuelle, les concessions d'Ascendant totalisent 22 500 hectares dans la région.

D'après les témoignages des voisins, l'arrivée de cette entreprise minière a marqué le début du pire cauchemar jamais vécu dans la région d'Intag. La conséquence la plus grave est le conflit social suscité par les propositions de ceux qui ont assuré l'intermédiation entre l'entreprise et les communautés par le biais d'organisations de développement fictives (d'abord le Conseil de développement de García Moreno, CODEGAM, ensuite l'Organisation de développement d'Intag, ODI). Leur intervention a provoqué des affrontements entre parents, amis et voisins.

Le maire Tituaña s'est adressé à l'entreprise par une lettre ouverte datée du 15 décembre 2004, où il énumérait les violations des lois qu'elle avait commises : *« Depuis les premiers jours où Ascendant Exploration a été présente dans notre canton, [...] ses employés n'ont informé aucune autorité de ses plans, et n'ont pas demandé non plus l'autorisation correspondante pour opérer dans notre territoire. D'autre part, la non-consultation des communautés qui seraient affectées par le projet minier de votre entreprise est une faute grave et une violation évidente des droits constitutionnels de l'Équateur, et nous ne permettrons jamais qu'elle reste impunie. [...] la volonté des communautés n'a pas été respectée, ni les plans de développement local formulés de manière participative avec les acteurs sociaux du canton. En outre, nous avons reçu [...] des menaces de mort contre des leaders qui luttent contre l'activité minière »*. Un aspect fortement contesté est la validité des concessions minières.

Parmi les plaintes présentées par la population auprès d'organismes des droits de l'homme figurent des pots-de-vin proposés aux présidents des communautés pour qu'ils signent en faveur de l'industrie minière ; la présence de gardes du corps et de paramilitaires fortement armés de pistolets, de gaz et de bombes lacrymogènes, lesquels ont à plusieurs reprises tiré sur les villageois ; des paiements pour qu'on assiste aux réunions convoquées par l'entreprise et des pressions pour que les présents signent des papiers en blanc ; des contrats avec des sous-traitants non autorisés ; des invasions réitérées de propriétés privées.

La concession minière est située dans une zone habitée par des colons de cinq communautés (environ 150 familles), que le projet ferait partir. Les paysans ont toujours eu des difficultés pour obtenir des titres de propriété, car il y a eu des obstacles concernant la documentation à présenter et la justification de leurs droits sur les terres. Peu après l'arrivée des entreprises minières, des trafiquants de terres, c'est-à-dire des personnes qui s'adjugent la possession et démontrent par des documents faux qu'ils y ont droit, ont essayé à maintes reprises de s'emparer illicitement et d'obtenir la propriété de terres situées dans les concessions minières et dans les environs, et ils y sont parfois arrivés en quelques jours grâce à la complicité de fonctionnaires corrompus. Il y a eu aussi des achats illégaux de terres appartenant au domaine forestier de l'État, ou situées dans des zones protégées contre les mines, et même de terres que les vendeurs avaient déjà vendues à d'autres personnes à des prix inférieurs. Une telle confusion a porté la

Commission contre la corruption (CCCC) à mener une enquête exhaustive qui sera complétée dans les prochains jours.

Depuis septembre 2006, les communautés locales condamnent les tentatives réitérées et systématiques de l'entreprise de discréditer et de calomnier les personnes et les organisations qui se sont déclarées opposées à l'industrie minière. D'après la Commission oecuménique des droits de l'homme (CEDHU), l'une des manifestations les plus agressives de ces tentatives est une campagne de dénonciations systématiques contre les leaders et les paysans qui se sont interposés chaque fois que les employés de l'entreprise ou des membres de leur entourage ont essayé d'entrer dans les concessions minières.

Les événements décrits ont fait croître l'opposition à l'industrie minière, qui inclut aujourd'hui l'opposition unanime de tous les gouvernements locaux. Les sept gouvernements régionaux de la zone d'Intag, le gouvernement de la province et les communautés situées à l'intérieur des limites et dans les zones adjacentes de la concession ont manifesté publiquement leur opposition au projet minier.

En plus de résister à l'extraction minière, l'intéressant processus d'organisation qui a eu lieu dans la région d'Intag a permis d'améliorer la production de café biologique, que l'on exporte presque intégralement au Japon à un prix juste qui se maintient malgré les fluctuations du marché. D'autres groupes organisés fabriquent des produits artisanaux, comme ceux que l'on fait avec du sisal, des broderies faites à la main, des savons à base d'Aloe vera et d'autres produits naturels. Dans la communauté de Junín, centre de la résistance, il existe une initiative de tourisme communautaire qui regroupe la plupart des familles et qui reçoit en moyenne plus de 650 touristes par an, générant des profits considérables. En outre, on a formé un groupe de gardes forestiers qui veillent à protéger l'environnement et à préserver l'intégrité des forêts primaires, des eaux et de la diversité biologique.

Les hommes, les femmes et les jeunes se sont réunis dans des organisations diverses, chacune ayant un but défini. La résistance aux mines a donné naissance à une génération de fiers leaders, hommes et femmes, consciencieux, formés et informés de leurs droits. La position commune dans la zone est 'non aux mines', et elle n'est pas négociable. Les gens sont pour l'environnement, pour l'eau, pour la vie et pour les générations futures. Ils sont pour la forêt brumeuse, le coq-de-roche, l'ours à lunettes et des milliers d'autres espèces.

Au plan politique, la situation que traverse l'Équateur est une porte ouverte au triomphe définitif de ce processus qui a déjà duré douze longues années. Le dialogue est ouvert. L'Assemblée constituante éveille de nombreux espoirs, même si, comme on nous a expliqué à Intag, « nous ne pouvons pas attendre l'assemblée constituante, cette lutte est quotidienne ». Et les intérêts économiques ne dorment pas.

Guadalupe Rodríguez, adresse électronique : guadalupe@regenwald.org (licenciée en philosophie et lettres, activiste des droits de l'homme et de l'environnement, elle a coproduit et réalisé en 2001 le premier documentaire sur la résistance à l'industrie minière en Intag, intitulé *Intag, mi Zona Verde*). Pour en savoir plus : Defensa y Conservación Ecológica de Intag, www.deco.in.org ; Journal Intag, www.intagnewspaper.org/ ; documentaire "La Ruta del Cobre", <http://www.lifeonterra.com/episode.php?id=84> ; "Balacera de contratados por la empresa Ascendant a través de una de sus tercerizadoras sobre la población local de Intag" : <http://www.youtube.com/watch?v=jrNOB2Vc4vM>.

[index](#)

– La politique du « déboisement évité », les peuples autochtones et les communautés locales : il faut d'urgence un débat sur les risques sociaux éventuels

La conservation des forêts revient dans le programme international sur le climat... Il en était temps !

De plus en plus de gouvernements du Nord et du Sud, d'agences bilatérales de développement, de banques

multilatérales de développement et de grandes ONG conservationnistes affirment que « les pays » devraient recevoir une compensation pour protéger les « réservoirs de carbone » des forêts existantes. Certains pensent que les plans des gouvernements du Sud pour la protection des forêts pourraient générer des droits de polluer que ces gouvernements vendraient ensuite aux industries du Nord pour qu'elles puissent continuer à fonctionner comme d'habitude.

Presque tous les enthousiastes de ces politiques du « déboisement évité » (DE) rejettent la possibilité d'étudier au cas par cas les projets de conservation des forêts. Dans le cadre de la politique du DE, que la terminologie officielle de la CCCC de l'ONU appelle Réduction des émissions du déboisement (RED - *Reduced Emissions from Deforestation*), ils veulent des systèmes nationaux ou régionaux comprenant de grandes étendues de forêt. Ainsi, disent-ils, on réduirait les frais de surveillance : il est bien moins cher de mesurer le déboisement depuis un satellite que de superviser une quantité de projets différents sur le terrain.

Les défenseurs du DE disent aussi qu'en reconnaissant aux « pays » la responsabilité de sauver les forêts on contribuerait à promouvoir une approche plus large des politiques forestières nationales, ce qui permettrait d'éviter que la protection de la forêt à un endroit donné aboutisse au déboisement à un autre endroit du même pays.

Or, dans cet engouement pour le DE on a fait relativement peu attention aux risques et défis qu'il comporte pour la société, ou aux conséquences qu'il peut avoir pour les peuples autochtones et les communautés locales dont la subsistance, la culture et le bien-être dépendent des forêts. Les mouvements et les militants pour les forêts devront engager un débat à ce sujet, à cause du fort impact qu'il pourrait avoir sur leurs forêts ancestrales, sur leurs droits essentiels et sur leur liberté.

Fonds publics ou commerce mondial du carbone ?

Certains gouvernements, et surtout celui du Brésil, suggèrent que les encouragements économiques pour que les pays en développement protègent leurs forêts devraient provenir d'un fonds international spécial alimenté par des fonds publics provenant des pays donateurs. Dans son rapport au gouvernement du Royaume-Uni sur les aspects économiques du changement climatique (*Review on the Economics of Climate Change*) publié début 2007, l'ancien économiste de la Banque mondiale Sir Nicholas Stern disait que « ...le soutien international pour que les pays prennent des mesures pour éviter le déboisement devrait commencer dès que possible... », au moyen de plans pilotes qui « ... pourraient être financés avec les contributions volontaires des pays développés, des entreprises et des ONG ». Stern suggère que les fonds publics pour le DE pourraient être assignés là où ils seraient le plus utiles pour chaque pays, et servir à combattre la pauvreté et les causes sous-jacentes du déboisement.

De leur côté, les grandes ONG conservationnistes, les entreprises de « finances du carbone » et de « foresterie du carbone », ainsi que certains gouvernements du Sud tels que ceux du Costa Rica et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, allèguent que les fonds publics ne vont jamais suffire à assurer un financement suffisant et durable du déboisement évité. Ce groupe soutient que seul le commerce mondial de crédits de pollution parviendrait à financer des systèmes RED efficaces. Parmi les défenseurs du commerce du DE figurent de plus en plus de consultants de sociétés de finances du carbone, par exemple EcoSecurities, qui sont avides d'obtenir de gros profits en commercialisant le carbone des forêts. Ces sociétés et entrepreneurs, ainsi que de nombreux chercheurs en sylviculture, de grandes ONG et la Banque mondiale, font maintenant d'intenses pressions sur les gouvernements donateurs pour les persuader de donner du soutien juridique et institutionnel aux marchés mondiaux du carbone des forêts.

La Banque mondiale cherche à capter des fonds mondiaux pour le carbone

La Banque mondiale applique aux finances du carbone des forêts une démarche qui mêle le côté public et le côté commercial. À présent, elle est pressée de capter tout nouveau financement mondial pour le déboisement évité, indispensable à sa proposition controversée d'une nouvelle *Alliance mondiale pour les forêts* (AMF) avec de grandes ONG conservationnistes, telles The Nature Conservancy, CI et WWF. Dans le cadre de l'AMF, la Banque prévoit de

piloter des plans de déboisement évité dans cinq pays tropicaux, en application de sa *Forest Carbon Partnership Facility* (FCPF) qu'il demande aux pays industrialisés du G8 d'appuyer en juin 2007, lors de leur prochain sommet en Allemagne.

En attendant, la Banque est déjà en train d'inviter les gouvernements de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, du Costa Rica et de l'Indonésie et les organismes régionaux du Brésil et de la République démocratique du Congo à financer la protection des forêts à travers le déboisement évité. En mai 2007, la Banque mondiale cherchait à persuader ces pays de signer des accords pour limiter les émissions de carbone du déboisement d'ici à 2009 ou 2010, en échange de 250 millions USD en investissements.

Encore un PAFT ?

Or, cette fois encore, il paraît que les plans de la Banque mondiale, des gouvernements et des ONG pour combattre le déboisement au plan national, ainsi que leurs propositions d'inclure la conservation dans l'économie mondiale du carbone, se déroulent avec très peu ou pas de participation informée des peuples des forêts qui risqueraient d'être affectés. Lors d'une réunion récente à Oxford, les représentants du Forest Peoples Programme ont été stupéfaits d'entendre les consultants forestiers dire que les droits de l'homme et les problèmes des peuples autochtones étaient des « questions secondaires » qui « détournent l'attention » des politiques pour la protection des forêts. Tout en concédant que quelques peuples indigènes risquent malheureusement d'être « saccagés », ils ont estimé que ce serait peut-être le prix à payer pour réaliser l'objectif majeur de ralentir le changement climatique !

Pourtant, toute expansion et mise en oeuvre rapides des plans de DE qui ne compteraient pas la participation des peuples des forêts et le respect de leurs droits et des problèmes sociaux risquent de répéter les mêmes erreurs d'autres initiatives mondiales contre le déboisement dans les tropiques, lesquelles ont échoué (comme le PAFT, Plan d'action pour les forêts tropicales, dirigé par la FAO et la Banque mondiale dans les années 1980). (1)

Risques sociaux éventuels

Les défenseurs des nouveaux plans sur le « déboisement évité » affirment que les taux de compensation doivent être plus élevés que les rendements d'autres utilisations de la terre qui sont des causes directes de déboisement (par exemple, l'expansion du palmier à huile, les plantations industrielles d'arbres, la conversion à l'agriculture, l'extraction d'hydrocarbures, etc.). D'après les estimations actuelles, les gouvernements pourraient gagner des centaines de millions, voire des milliards de dollars par an en n'abattant pas leurs forêts.

De telles sommes pourraient facilement devenir assez attrayantes pour pousser les autorités étatiques des forêts et des zones protégées à en expulser les gens qu'ils considéreraient comme des « intrus ». Dans la hâte de recevoir des paiements compensatoires en montrant par des images satellite que le défrichage et le brûlage des forêts ont cessé, les organismes de protection des forêts pourraient faire du zèle et se laisser tenter par l'idée de chasser les cultivateurs itinérants, entourant les forêts d'un cordon de sécurité pour empêcher les habitants traditionnels et les autres communautés tributaires des forêts d'en faire un quelconque usage.

Des politiques forestières directives et le retour à la « conservation par les armes et les gardes » ?

Cela pourrait avoir pour conséquences que le contrôle étatique des forêts augmente, que les peuples autochtones ou marginaux soient injustement accusés d'être les responsables du déboisement, que les droits territoriaux et fonciers coutumiers soient violés, que les États et les ONG délimitent des zones dans les forêts sans la participation informée de leurs habitants, que l'on impose aux peuples indigènes et aux communautés locales un partage inégalitaire du coût de la protection des forêts au moyen de contrats eux aussi inégalitaires et abusifs. Cela susciterait également la spéculation, l'appropriation de terres et les conflits fonciers (aggravés du fait de la concurrence pour obtenir des compensations DE) ; la corruption et le détournement des fonds internationaux par les élites nationales ; l'augmentation des inégalités et les conflits potentiels entre ceux qui reçoivent de l'argent du DE et ceux qui n'en reçoivent pas.

RED ou REDD ?

Certains partisans des nouveaux plans DE, comme le gouvernement de l'Inde, veulent que les projets de boisement et de régénération naturelles soient eux aussi compensés. Cette idée est appelée *Réduction des émissions du déboisement et de la dégradation des forêts* (REDD). D'autres signalent que l'inclusion du reboisement soulèverait les mêmes problèmes scientifiques et sociaux que posent les projets tant critiqués de compensation d'émissions par la plantation d'arbres. (2) Cela impliquerait aussi de définir ce qu'on appelle « dégradation ». Ainsi, certains partisans influents du DE, comme le Brésil, soutiennent que les plans mondiaux doivent se limiter au seul déboisement (RED).

Problèmes non résolus de l'échange d'émissions

L'un des problèmes que pose le DE est qu'il requiert de mesurer quelle étendue de forêts a été sauvée par rapport à une « ligne de base » correspondant au taux qu'atteindrait le déboisement si rien n'était fait. Ce taux, bien entendu, sera déterminé par un petit cercle d'experts techniques, avec toutes les possibilités de corruption intellectuelle que cela implique.

Les plans qui impliquent le commerce des émissions sont affligés d'un deuxième problème. Quelques organisations de peuples autochtones et défenseurs de la justice sociale ont remis en question les côtés éthique, politique et scientifique du commerce des stocks de carbone sur le marché international. (3) Ces critiques rejettent l'idée que le problème du climat puisse ou doive être résolu en permettant aux industries et aux entreprises polluées du Nord d'acheter aux gouvernements des pays du Sud riches en forêts le « droit » de continuer à polluer. Ils rejettent également l'idée que la valeur des forêts puisse se réduire à la valeur monétaire de leurs stocks de carbone, et affirment que, pour leurs peuples, les valeurs non monétaires, culturelles et spirituelles de leurs forêts ont une importance fondamentale et doivent être respectées. Ils soutiennent que le commerce de crédits de carbone est impraticable parce qu'il n'attaque pas ce qui est à la racine du changement climatique (les émissions continues et grandissantes provenant des combustibles fossiles). (4)

Il y a ensuite le problème de la propriété et de la souveraineté : les acheteurs étrangers peuvent-ils « acheter » les stocks de carbone des forêts qui, en vertu de lois coutumières et de titres aborigènes, n'appartiennent ni à l'État ni à des propriétaires privés mais à une collectivité ? Comment et en quels termes serait obtenu le consentement préalable dans les cas de ce genre ?

Et les peuples des forêts dans tout cela ?

Certains allèguent qu'avec du financement public, nombre des problèmes scientifiques, juridiques et éthiques liés au commerce mondial d'émissions pourraient être évités. Pourtant, le problème fondamental ne serait pas résolu, car les pollueurs pourraient continuer à polluer. En outre, le financement public et celui des agences d'aide au développement continueraient de comporter des risques d'ordre social. À cela, les partisans de l'idée répondent que si ces risques pouvaient être éliminés ou limités, les politiques de DE et l'augmentation des crédits extérieurs au commerce du carbone pourraient offrir aux peuples autochtones et aux communautés tributaires des forêts des opportunités importantes. Pourtant, ils ne parlent pratiquement pas de respecter pleinement leurs droits ni de prendre en compte leurs priorités dans la conception et la mise en oeuvre des politiques sur le déboisement évité.

Au cas où des politiques de ce genre seraient adoptées, elles devraient inclure au moins des garanties, solides et applicables au plan local, qu'elles soutiendront les droits de l'homme et s'attaqueront aux problèmes d'équité, de gouvernement et de droits. Les vagues promesses que toutes ces questions seront prises en compte dans la certification future des forêts RED, comme l'affirment nombre d'ONG conservationnistes et la Banque mondiale, ne suffisent pas. Il faut garantir fermement que les droits des peuples des forêts seront respectés avant que les gouvernements, les donateurs internationaux et les banques multilatérales de développement s'embarquent dans des plans RED.

Il est urgent de lancer le débat sur les aspects sociaux des politiques du déboisement évité

Avant tout, il est essentiel que les peuples autochtones et les mouvements de base participent pleinement, à l'échelon

national et international, au débat sur le pour et le contre du déboisement évité dans les politiques mondiales sur le climat.

Qui va décider quelles zones boisées seront ou non comprises dans les plans nationaux de DE ? Qui va décider d'inclure les droits de propriété et de possession des forêts dans les programmes de déboisement évité ? Qui va déterminer quelles forêts sont éligibles pour les paiements REDD et comment ? Comment devra-t-on utiliser les forêts protégées ? Quelles activités seront permises ou interdites dans les forêts protégées pour pouvoir bénéficier de la compensation DE ? Qui recevra les paiements ? Ces plans seront-ils vraiment avantageux pour la population locale ?

Ce débat doit démarrer sans délai pour que les peuples des forêts puissent éviter une nouvelle série de politiques directives, nationales et mondiales, qui ne prennent pas en compte leurs droits et leurs intérêts. Les mouvements pour les forêts doivent s'organiser pour discuter de ces questions, défis et opportunités dès que possible, de manière à engager les gouvernements et les décideurs. Autrement, il est peu probable que leurs droits soient respectés au moment de concevoir et d'appliquer les politiques futures sur le déboisement évité.

Article composé par Tom Griffiths, Forest Peoples Programme (FPP), adresse électronique : tom@forestpeoples.org. Pour davantage d'informations sur certaines questions d'ordre social soulevées par les politiques mondiales sur le déboisement évité voir l'article *Seeing RED: Avoided deforestation and the rights of Indigenous Peoples and local communities*, disponible sur www.forestpeoples.org.

(1) Voir Colchester, M. et Lohmann, L. (1990) : *The Tropical Forestry Action Plan: What Progress?* WRM et The Ecologist, Penang et Sturminster Newton.

(2) WRM (2000) : *Climate Change Convention: Sinks that stink*, WRM, Montevideo.

(3) Forum international des peuples autochtones et des communautés locales sur le changement climatique (2000) : *Deuxième forum autochtone international sur le changement climatique – Déclaration des peuples autochtones sur le changement climatique*, La Haye, 11 et 12 novembre 2000.

(4) Voir surtout : Lohmann, L. (2006), "Carbon Trading: a critical conversation on climate change, privatisation and power", *Development Dialogue N° 48* (septembre 2006).

[index](#)

– Laos : grâce à "l'aide" de la Norvège et de la Chine, le fleuve Xeset aura un nouveau barrage

Fin 2006, la société conseil norvégienne Norconsult a remporté un contrat de 1,5 millions USD pour superviser la construction du barrage Xeset 2 dans le Sud du Laos. Ce contrat, financé par la Norad (Agence norvégienne d'aide au développement), n'a fait l'objet d'aucun appel d'offres.

Norconsult a beaucoup d'expérience de travail sur le fleuve Xeset, car elle a participé à la planification et à la construction du Xeset 1 (45 MW), qui a été complété en 1991, financé par la Suède, la Norvège, la Banque asiatique de développement et le PNUD. Pendant la saison sèche, le Xeset 1 ne produit presque pas d'électricité parce que le débit du fleuve Xeset est très faible.

Huit ans après la construction du Xeset 1, Norconsult a été engagée à nouveau pour faire une étude de faisabilité des barrages Xeset 2 et Xeset 3. La Norad a destiné 1,8 millions USD à la réalisation de cette étude. Les barrages Xeset 2 et Xeset 3 sont prévus en amont du Xeset 1 ; en détournant l'eau de fleuves proches pour qu'ils se déversent dans le Xeset, on augmentera le volume d'eau qui passe par les turbines du Xeset 1. Comme dans le cas du Xeset 1, la plupart de l'électricité du Xeset 2 (76 MW) sera exportée vers la Thaïlande.

L'idée de construire de nouveaux barrages pour tenter de résoudre les problèmes du premier est évidemment tentante pour une société comme Norconsult. Pourtant, augmenter le nombre des barrages équivaut à augmenter le nombre des fleuves et des pêches détruits et celui des personnes qui perdent leurs moyens de vie.

Il y a deux ans, Phetsavanh Sayaboulaven a interviewé des paysans de la zone du Xeset 2. Presque tous les habitants de la région sont autochtones, et beaucoup appartiennent aux groupes ethniques Jru (Laven) et Kouay. L'un d'eux a dit à Phetsavanh : « Nous ne voulons pas qu'ils construisent le barrage. Il va beaucoup affecter notre terre et l'environnement. La compensation officielle ne sera pas suffisante, comme dans le cas du barrage de Houay Ho. Mais nous n'osons pas nous opposer aux fonctionnaires du gouvernement ».

La Chine aussi joue un rôle important dans le barrage Xeset 2. La banque chinoise Import-Export Bank of China finance à 80 pour cent ce projet de 135 millions USD, et le reste est apporté par Électricité du Laos. L'entrepreneur principal est la China North Industries Corporation (Norinco), une entreprise mieux connue dans le domaine de la fabrication d'armes que dans celui de la construction de barrages. Les travaux du Xeset 2 sont en cours, et il est prévu que le barrage soit prêt en 2009.

Lorsque Norinco a commencé à construire le barrage, les paysans ont commencé à voler : des barres de fer, des tuiles et de grandes quantités de pétrole ont disparu du site des travaux. Quelques paysans se sont enrichis rapidement. Le vol pouvait être perçu comme une forme de résistance au barrage, ou comme une tentative des paysans de s'assurer qu'ils obtiendraient au moins quelque compensation. Les Laotiens qui travaillaient pour l'entreprise chinoise aidaient les paysans à voler du pétrole. Il ne servait à rien de renvoyer ces travailleurs, parce que ceux qu'on embauchait pour les remplacer aidaient eux aussi les voleurs. La situation est devenue violente quand des paysans ont tué un travailleur chinois qui essayait de les empêcher de voler du pétrole.

Probablement pour essayer de calmer les choses, le gouvernement du Laos a veillé à ce que les paysans reçoivent quelques indemnités. D'après des recherches récentes menées dans le pays, les paysans de la zone immédiate au site des travaux ont reçu un total d'environ 150 000 USD, en compensation des terres et des caféiers perdus.

Mais ceux que les travaux de construction n'ont pas encore affectés n'ont rien reçu. Or, plus de 12 500 paysans qui vivent le long du fleuve Tapoung en verront diminuer considérablement le débit lorsque l'eau sera détournée vers le réservoir du Xeset 2. Ces paysans ne savent pas s'ils vont recevoir une quelconque indemnité ni, dans le cas affirmatif, comment elle sera calculée.

Les paysans utilisent l'eau du Tapoung pour cultiver du riz en saison sèche. Ils plantent une grande variété de produits sur les rives et dans les terres voisines du fleuve. Beaucoup de plantes sauvages poussent le long du Tapoung, dont des plantes comestibles et médicinales. Les poissons, les crevettes, les crabes et les escargots sont une source de protéines importante pour la population. Le fleuve est aussi la source principale d'eau potable pour beaucoup de villages pendant la saison sèche. « S'ils construisent le barrage et empêchent l'eau de couler dans ce fleuve, ce sera très malheureux », a dit une femme âgée à Phetsavanh. « Le fleuve me nourrit depuis mon enfance et dans mes vieux jours. »

Quand Norconsult a décidé en 1999 que les barrages Xeset 2 et 3 étaient réalisables, ses consultants savaient que, grâce à cette décision, l'entreprise allait obtenir d'autres contrats à l'avenir. Or, la décision a été remise en question quatre années plus tard par une étude financée par la Banque asiatique de développement, suivant laquelle les barrages Xeset 2 et 3 « n'étaient pas viables ». Quand j'ai demandé comment les consultants de Norconsult avaient fait pour arriver à la conclusion opposée, l'entreprise a choisi de ne pas faire de commentaires.

La situation est paradoxale dans le Plateau Boloven : une société conseil norvégienne bénéficie de « l'aide » de la Norvège, une entreprise de construction chinoise bénéficie de « l'aide » de la Chine, et ce sont les paysans du Laos qui devront faire les frais de la destruction des fleuves et des moyens de subsistance.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de, <http://chrislang.org>

– Ouganda : la lutte pour la forêt Mabira a finalement porté ses fruits !

Ces dernières semaines, l'Ouganda a été le théâtre de manifestations de plus en plus nombreuses contre le projet du gouvernement d'allouer plus de 7 100 hectares de la forêt Mabira, réserve naturelle depuis 1932, à l'entreprise SCOUL pour la plantation de canne à sucre. L'élimination de la forêt pourrait dévaster un environnement déjà fragile, car elle provoquerait l'érosion du sol, rendrait le climat plus sec et ferait disparaître une zone tampon qui protège le lac Victoria contre la pollution. Les avis contraires au projet des techniciens, des professionnels et des experts, joints aux manifestations populaires, ont abouti à la démission du Conseil et du personnel technique supérieur du service forestier national (NFA). Le nouveau Conseil, nommé en décembre 2006, a entrepris d'approuver de nouvelles affectations de terres boisées à des activités commerciales : Kitubulu à Entebbe, Buyaga (Lyantonde), Mpanga (Fort Portal), Nebbi, Arua, Ntungamo, Kitgum et Bobi, parmi d'autres.

Les Ougandais qui habitent près de la forêt Mabira craignent que leur mode de vie ne s'écroule. « Elle est tout : bois de feu, charbon, plantes médicinales, fruits comestibles, bois d'oeuvre, elle retient la pluie et remplit les fleuves. Nous ne pouvons pas vivre sans elle », a dit Haruna Salongo, de 48 ans.

« La forêt Mabira fait partie de notre patrimoine et de l'avenir de nos enfants. C'est une forêt tropicale de feuillus que l'on propose d'abattre pour produire du sucre en Ouganda. Cette forêt est l'une des plus riches en diversité biologique qui restent en Afrique. En outre, elle a des valeurs supplémentaires pour les communautés qui l'habitent et qui l'entourent. La valeur de la forêt pour l'Ouganda et ses habitants dépasse la valeur de ses arbres ; il s'agit d'un endroit que les touristes fréquentent pour observer les oiseaux, se promener ou faire d'autres activités ; elle a une valeur historique et culturelle ; elle joue un rôle écologique considérable car elle est un système naturel de filtration d'eau et de régulation du climat mondial », ont dit les membres de la Croisade pour sauver Mabira (SMC), un réseau qui regroupe des particuliers, des ONG, des leaders civiques, religieux et culturels, des institutions universitaires, des organisations politiques et des communautés locales réunis pour empêcher le bradage de Mabira et d'autres réserves forestières de l'Ouganda.

Alors que grandissait l'opposition à la plantation de canne à sucre et que la presse locale disait que 80 pour cent des parlementaires allaient voter contre, Museveni s'est braqué. « L'augmentation de la production de sucre relancerait l'emploi, les recettes fiscales et les recettes d'exportation, essentielles pour que l'Ouganda 'ait de l'argent pour surveiller et protéger l'environnement' », a dit M. Museveni. Les habitants de Mabira regardent d'un oeil sceptique les promesses d'emploi, et rappellent que les gens de l'île Bugala, sur le lac Victoria, ont été persuadés l'année dernière de donner une partie de leur forêt tropicale intacte à l'entreprise privée Bidco, d'origine kényane, qui produit de l'huile de palme. D'après les gens des lieux, Bidco a planté 4 000 hectares de palmiers, situés surtout dans une zone boisée qui a été rasée au bulldozer. L'État a accepté de donner à Bidco 2 000 hectares supplémentaires en éliminant le statut de réserve naturelle de la zone, mais ce projet a été retardé par le tollé général qu'il a soulevé. Les habitants disent qu'ils ont perdu des ressources d'une importance vitale, telles que le bois, les médicaments, les cordes et l'eau douce, sans recevoir ni du travail ni de l'argent.

« Ils ont promis des tas de choses », a dit Joyce Nakirijja, de 70 ans, assise dans la cour de sa ferme entourée de bananiers. « Nos petits-enfants allaient avoir du travail, on allait construire de nouvelles rues, des écoles et des hôpitaux. C'étaient des mensonges : nous avons toujours des chemins de terre et l'entreprise importe des travailleurs du continent ». Elle a mentionné aussi le problème des singes qui, ayant perdu leur foyer à cause du déboisement, envahissent les champs.

Le 12 mai 2007, les leaders de la SMC ont organisé une manifestation contre le bradage de la forêt Mabira. Il devait s'agir d'une manifestation pacifique, mais elle est devenue chaotique. Cinq personnes sont mortes, certaines propriétés ont été détruites, il y a eu quelques blessés et de nombreux leaders ont été arrêtés et détenus. Ces

derniers sont maintenant traduits en justice sous des accusations diverses, qui vont du meurtre à la participation dans une « manifestation illégale », pourtant autorisée par la police. Ils devront se présenter au tribunal le 28 juin et le 26 juillet.

Pourtant, il y a maintenant une bonne nouvelle après tant de peines ! Le gouvernement de l'Ouganda a annoncé le 22 mai qu'il abandonnait son projet de céder les réserves de la forêt Mabira centrale pour la plantation commerciale de canne à sucre.

La lutte des Ougandais a été fructueuse, pour eux et pour ceux qui viendront.

Article fondé sur : "Legal Questions Over Plan to Give Away Mabira Forest", "Save Mabira Forest in Uganda", "Mabira Forest Crusade – Court", "Uganda Govt. Gives up Mabira Sale!", NAPE, <http://www.nape.or.ug/>.

[index](#)

– République démocratique du Congo : les Pygmées Efe sont dépossédés de leur pays et de leurs moyens de subsistance

Dans le Nord-Est de la République démocratique du Congo se trouve la forêt tropicale d'Ituri, dense et montagneuse, qui s'étend sur près de 70 000 kilomètres carrés. La zone est riche en ressources naturelles. Du bois tropical y est récolté en grands volumes, légalement et illégalement. Des minéraux tels que l'or et le coltan (ce dernier utilisé dans les téléphones portables) y sont exploités intensivement une fois les arbres abattus.

La forêt d'Ituri est le foyer de l'un des peuples les plus anciens de l'Afrique : les Efe, que l'on appelle aussi pygmées Mbuti. Leur habitat originel comprenait une partie plus grande de l'Afrique mais, de nos jours, ils sont confinés dans la forêt d'Ituri, depuis qu'ils ont été repoussés par l'affluence sans précédent d'immigrants provoquée par la guerre civile. Les camps de réfugiés où vivent des dizaines de milliers de personnes déplacées ne sont pas rares à l'est de la forêt d'Ituri, le long de la route Beni-Komanda-Bunia.

Au début des années 1990, des entreprises forestières européennes et malaises se sont installées dans la région, apportant avec elles des épidémies de malaria dévastatrices, le braconnage qui a décimé le gibier, l'argent, le tabac et la marijuana, et laissant les Efe malades, affamés et découragés.

Les Pygmées sont des cueilleurs-chasseurs ; ils vivent de la chasse de petit gibier, car celle de gros gibier comme le buffle et l'éléphant est interdite depuis longtemps. Ils chassent avec des flèches (parfois empoisonnées) et avec des filets. Les familles pygmées vivent dans des huttes arrondies faites avec des feuilles. Leur culture est étroitement liée à leur musique polyphonique et à leur danse, auxquelles tout le monde participe. En plus de leurs voix, ils utilisent des instruments de musique : tambours, flûtes, clochettes pour les chevilles, trompettes (molimo), arcs-en-bouche, mbiras, etc. Leurs vêtements traditionnels faits d'écorce (mulumba) et peints de beaux dessins abstraits sont encore créés et portés occasionnellement, mais l'habillement occidental est en train de déplacer cette tradition.

Après la colonisation belge, la dense forêt tropicale était presque impénétrable, faute de routes appropriées. D'énormes bourbiers empêchaient tout transport, car on était sûr de s'y enliser. Grâce à cette situation, l'habitat des Efe était resté intact.

Pourtant, au cours de la décennie passée leur mode de vie traditionnel a été très perturbé. L'exploitation forestière commerciale pénètre de plus en plus profondément dans la forêt ; à mesure que celle-ci rétrécit, les Pygmées Efe disposent de moins en moins d'aliments. À partir de la mi-2006, la réparation et la reconstruction des routes a permis aux exploitants de pénétrer plus facilement dans la forêt... ce qui équivaut à la destruction de l'habitat naturel du peuple pygmée Efe.

Avec leur territoire et leurs moyens de vie ravagés par la guerre et par les grandes entreprises en quête d'affaires, les Efe se retrouvent acculés dans une impasse qui met leur vie en danger.

Sur la nouvelle route Komanda – Beni, près d'Idohu, on peut voir des Pygmées Efe qui transportent sur leur tête, à deux, des planches de bois vert et mouillé qui pèsent de 70 à 80 kilos. Chaque équipe reçoit environ 5 dollars pour 7 km de transport, et ne peut faire cela qu'une fois par jour. Le paiement se fait après réception du bois. Quelques-uns utilisent leurs bicyclettes ; on voit parfois l'un d'eux qui transporte sa charge tout seul, tenant à la main gauche son arc et ses flèches inutiles, puisqu'il est impossible de chasser : le bruit des tronçonneuses a fait disparaître le gibier.

Cette activité commerciale représente un circuit économique fermé : on accomplit sa lourde tâche, on est payé peu d'argent, on achète de la nourriture, on n'a plus d'argent, le lendemain on recommence. On n'y gagne rien, et la forêt disparaît. Moke, un Efe âgé et plein de sagesse, a dit un jour : « Vous allez comprendre pourquoi on nous appelle le Peuple de la Forêt... Lorsque la forêt mourra, nous mourrons ».

Article fondé sur : "Pygmies", Foundation Pygmy Kleinood, http://www.pygmeen.nl/pygmy_algemeen.html, "Ituri Forest", Foundation Pygmy Kleinood, http://www.pygmeen.nl/pygmy_projecten.html ; "Increase of Forest Cutting speed in Eastern Ituri Forest, DR Congo", Foundation Pygmy Kleinood, info@pygmeen.nl, www.pygmeen.nl.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Brésil : pourquoi les femmes du MST s'opposent à la monoculture de l'eucalyptus

La lutte entre deux projets d'agriculture s'est intensifiée au Brésil. Il y a d'un côté le projet agro-industriel, fondé sur la concentration de grandes étendues de terres, sur la production pour l'exportation, sur les grands volumes et sur la monoculture, surtout celle du soja, de l'eucalyptus et de la canne à sucre. De l'autre côté, il existe au Brésil plusieurs mouvements sociaux de *Via Campesina* qui défendent la réforme agraire, un modèle agricole fondé sur l'agro-écologie, sur la production orientée à renforcer le commerce intérieur, sur l'agriculture familiale et paysanne, sur la diversification de la production, sur la coopération et sur la modification du modèle technologique et producteur.

C'est dans ce contexte que l'on peut comprendre la lutte des femmes de *Via Campesina* au Brésil contre les répercussions sociales et écologiques de la production d'eucalyptus en régime de monoculture.

L'action entreprise le 8 mars 2006 par deux mille femmes de *Río Grande do Sul* pour attirer l'attention de la société brésilienne et des participants à la 2^e Conférence mondiale sur la réforme agraire a mis sur la table des débats les risques de ce que nous appelons les « déserts verts ».

Du point de vue des mouvements sociaux, il y a eu une rupture du modèle établi sur le rôle des femmes dans les processus de changement, parce qu'il s'est agi d'une action collective, organisée et dirigée par des femmes – des femmes paysannes – contre l'une des transnationales les plus grandes du monde dans le secteur de production d'eucalyptus : l'entreprise *Aracruz Celulose*. Cette entreprise fabrique 2,4 millions de tonnes de pâte blanchie par an.

Lors de cette action, plus de 10 millions de plants d'eucalyptus et de pins ont été détruits. À partir de ce moment, la lutte pour la terre a pris un caractère différent : la lutte contre le capital étranger dans l'agriculture par le biais des sociétés transnationales.

De ce fait, nous avons intensifié les luttes des femmes dans tout le pays en une grande journée dont la devise était « Femmes sans terre : en lutte pour la souveraineté alimentaire et contre l'agro-industrie ». Les manifestations ont

rassemblé plus de quinze mille femmes du MST et ont attiré l'attention de la société du fait qu'elles constituaient une dénonciation du désert vert, du financement accordé par le gouvernement du Brésil à des entreprises transnationales et surtout de l'installation de nouvelles industries de pâte et d'éthanol dans le pays.

Nous estimons que la lutte des femmes contre les sociétés transnationales du secteur agricole, et surtout contre les entreprises de pâte, tend à devenir plus forte. C'est pourquoi nous devons répondre à la question suivante : quels impacts ont ces entreprises et la monoculture sur l'agriculture et sur la vie des femmes ? Répondre à cette question est une façon de nous opposer à la monoculture de l'eucalyptus pour des raisons diverses que nous souhaitons énumérer et qui donnent de la force à notre lutte :

1. Nous pensons que la terre, l'eau, les semences, l'air et les forêts sont la base de la vie et ne peuvent jamais être mercantilisés.
2. Nous sommes en train de vivre un processus de globalisation de la pauvreté, surtout parmi les femmes et les enfants, et cela est dû au fait que les entreprises transnationales se sont emparées de nos richesses naturelles et de notre territoire grâce aux politiques des banques et des institutions internationales.
3. La monoculture de l'eucalyptus provoque la destruction de l'environnement. Nombre des produits chimiques qu'elle utilise détruisent notre diversité biologique.
4. La pâte à papier est pour nous synonyme de pauvreté, de chômage et d'exode rural.
5. Les entreprises de pâte se sont appropriées de grandes propriétés et cela contribue à la concentration de terres au Brésil.
6. Au Brésil, ces mêmes entreprises ont tiré avantage de la législation environnementale négociée par plusieurs gouvernements brésiliens.
7. Nous vivons un processus de privatisation et d'internationalisation du territoire brésilien et de ses ressources naturelles.
8. La santé humaine, et surtout celle des femmes et des enfants, est menacée par l'avancée du désert vert qui détruit la diversité biologique, tarit les fleuves, augmente la pollution, contamine l'air et les eaux et met notre vie en danger.

Nous luttons pour que les grandes étendues de terre utilisées par ces entreprises soient affectées à la réforme agraire et à la production d'aliments sains pour la consommation et la génération de revenus ; pour que le latifundium disparaisse et que la justice sociale soit garantie dans la campagne brésilienne ; pour jeter les bases de la construction de la souveraineté alimentaire de notre pays.

Nous luttons surtout pour assurer la récupération et la préservation de la diversité biologique, des forêts, des plantes médicinales, des semences indigènes, de l'eau et de la terre, qui sont le patrimoine des peuples au service de l'humanité.

Pour nous, tout investissement public en matière de science, de technologie et de recherche doit être destiné à l'agriculture paysanne écologique.

Nous voulons le respect de la diversité ethnique, religieuse et culturelle, l'égalité entre les sexes, la coopération pour la préservation des richesses naturelles et la production destinée à satisfaire les besoins des personnes et non ceux du capital.

Nous exigeons que les gouvernements s'occupent des impacts socio-économiques, territoriaux et écologiques de l'agro-industrie, et surtout de ce qu'on appelle le désert vert.

Encouragées par cette lutte et par la certitude de la victoire, nous, les femmes sans terre du MST, nous avons rédigé, à l'occasion de la fête des mères, une lettre intitulée « Lettre des mères sans terre », dans laquelle nous convoquons toutes les femmes du monde à lutter *sans répit contre le système néolibéral qui considère les aliments, l'eau, la terre, les connaissances des peuples et le corps de la femme comme des marchandises.*

Nous vous invitons toutes et tous à *lever nos mains, nos pioches, nos faucilles et nos consciences... à nous unir contre ceux qui exploitent la terre, la vie, notre force de travail, notre corps... Nous sommes debout, vigilantes, et nous sculptons jour et nuit la fertilité et la révolte qui naissent des entrailles de la terre mère.*

Réforme agraire : pour la justice sociale et la souveraineté populaire !

Lourdes Vicente, Secteur Genre et coordination nationale du MST.

[index](#)

– États-Unis : des groupes écologistes se dressent contre les arbres GM d'ArborGen

La société nord-américaine ArborGen, installée en Caroline du Sud, est un partenariat entre les entreprises de production de bois International Paper et Mead Westvaco et l'entreprise néo-zélandaise Genesis Research and Development. Depuis quelque temps, ArborGen cultive des eucalyptus hybrides GM et essaie leur tolérance au froid dans une parcelle secrète d'un demi-hectare située dans le comté de Baldwin, en Alabama, près de la côte du golfe de Mexique. Il a été découvert que cet endroit abritait un certain nombre de cultures transgéniques expérimentales, dont beaucoup se trouveraient dans une ferme de Loxley qui appartient au géant agricole Monsanto.

Les arbres ont été modifiés avec trois traits. Les documents fédéraux informent que deux de ces traits ont pour but d'augmenter la tolérance au froid, tandis que l'autre concerne la réduction de la floraison et un « marqueur sélectionnable ». Les spécifications de ces modifications sont tenues secrètes et elles sont considérées comme « informations confidentielles de l'entreprise » aussi bien par ArborGen que par le gouvernement (<http://www.epa.gov/EPA-IMPACT/2007/April/Day-20/i7637.htm>).

Le 21 novembre 2006, l'entreprise a demandé au Service d'inspection de la santé végétale et animale (APHIS) du ministère de l'agriculture la permission d'élargir ses essais sur le terrain pour permettre à ses 355 eucalyptus hybrides GM de fleurir et de produire des graines, choses que le permis originel interdisait spécifiquement. Jusqu'au 21 mai, APHIS a reçu des commentaires sur l'évaluation environnementale, brève et insuffisante, qui recommandait l'approbation de ces essais. Or, le fait que l'information sur les traits modifiés n'était pas révélée rendait impossible tout commentaire détaillé. Pourtant, lorsque l'Union of Concerned Scientists et le Sierra Club ont demandé une extension de trente jours pour la présentation de commentaires, l'APHIS a refusé.

Avec cette initiative, ArborGen est en train de préparer le terrain pour la plantation massive dans le Sud-Est des États-Unis d'eucalyptus non indigènes et génétiquement modifiés destinés à la production de biocarburants et de pâte de papier. Dans les années 1980 et 1990, quatre millions et demi d'hectares de forêts de la région ont été affectés à la plantation industrielle d'arbres. Les eucalyptus ne sont pas originaires des États-Unis mais poussent bien dans certaines régions tempérées, comme le Sud et le Sud-Est du pays. Dans d'autres pays où ils ont été introduits, les eucalyptus se sont répandus et ont colonisé des écosystèmes indigènes. La fuite de semences et de matériel végétatif des eucalyptus GM est très probable en raison des pluies et du vent souvent forts qui sont fréquents dans le comté de Baldwin, où ont lieu les essais à ciel ouvert.

Coïncidant avec le boom des biocarburants, un porte-parole d'ArborGen aurait dit de l'eucalyptus : « Il s'agit d'un arbre que vous pouvez élever sous forme de plantations. Il peut être cultivé comme un produit agricole énergétique ». Des articles d'information et des rapports signalent que, parmi d'autres traits des arbres GM sur lesquels expérimente ArborGen, figurent le taux réduit de lignine et la résistance aux insectes. La modification génétique des plantes en vue de réduire leur taux de lignine pour faciliter la production d'éthanol à partir de biomasse solide est une partie essentielle de la recherche en matière d'éthanol cellulosique. C'est pourquoi on travaille sur les arbres avec peu de lignine. Or, la suppression de la production de lignine – qui joue un rôle vital dans le système naturel de défense de

l'arbre – a de nombreux effets secondaires, y compris des changements dans les modes d'alimentation des insectes défoliants et des altérations de la fertilité du sol à cause de la modification de la vitesse de décomposition du bois.

D'autres chercheurs ont confirmé que, du fait que les voies biochimiques sont partagées, la suppression de la biosynthèse de la lignine pourrait affaiblir les défenses des arbres contre les agents pathogènes et empêcher le développement de leurs organes reproducteurs. Parmi d'autres effets secondaires du faible taux de lignine figurent le retard de la croissance, la rupture de vaisseaux, des anomalies des feuilles et une augmentation de la vulnérabilité aux infections virales. L'affaiblissement des défenses naturelles des arbres favorisera probablement l'usage accru de pesticides. Une source d'inquiétude supplémentaire est la forte probabilité que, du fait que les arbres avec peu de lignine pourriront plus vite (ce qui affectera la structure du sol, l'usage d'engrais et l'écologie de la forêt), ils libéreront plus vite du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, contribuant ainsi au réchauffement planétaire.

Pendant ce temps, le Congrès des États-Unis a mis au point un grand paquet législatif pour la promotion de l'éthanol, et la Commission de l'énergie et des ressources naturelles du Sénat a demandé à la nation de produire 36 milliards de gallons de biocarburant par an en 2022.

La campagne STOP GE Trees et ses groupes membres nord-américains, dont Dogwood Alliance, WildLaw, Southern Forests Network, Sierra Club et Global Justice Ecology Project, sont en train de s'unir pour frustrer les plans d'ArborGen, et leur premier objectif a été d'empêcher l'approbation par l'USDA des essais en plein champ d'eucalyptus GM en Alabama. La campagne STOP GE Trees a demandé que l'APHIS refuse ce permis et ordonne à ArborGen de détruire les champs d'essai existants. « Si l'APHIS accepte que ces arbres GM fleurissent et produisent des graines, il deviendra plus facile la même chose soit approuvée pour d'autres arbres GM, comme les peupliers et les pins. Cela pourrait être désastreux pour nos forêts indigènes », a dit Orin Langelle, coordinateur de la campagne STOP GE Trees. Les forêts tempérées du Sud des États-Unis sont les plus diverses de l'Amérique du Nord, et leur richesse biologique a été reconnue par des biologistes du monde entier. En plus de leur diversité biologique, ces forêts séquestrent du carbone et jouent donc un rôle vital dans l'atténuation du réchauffement planétaire ; en outre, elles contribuent à protéger l'eau potable de la région la plus peuplée du pays.

Les interactions complexes des arbres, plantes du sous-bois, insectes, animaux, champignons, bactéries et microorganismes du sol ne sont pas bien connues. David Suzuki, généticien et écrivain canadien, dit : « Nous n'avons aucun contrôle sur les mouvements des insectes, des oiseaux et des mammifères, du vent et de la pluie qui transportent le pollen et les semences. Les arbres génétiquement modifiés, qui ont la possibilité de transférer sur des centaines de kilomètres du pollen contenant des gènes modifiés pour inclure la résistance aux insectes et aux herbicides, la stérilité et la lignine en faible quantité, ont ainsi la possibilité de causer un désastre écologique dans les forêts indigènes du monde entier. Les arbres GM pourraient également affecter la faune et les communautés rurales et indigènes qui dépendent des forêts intactes pour l'alimentation, l'abri, l'eau, les moyens de vie et les pratiques culturelles ».

Plusieurs groupes ont déclaré, dans un document présenté à la conférence de l'Union internationale des organisations de recherche en sylviculture qui s'est tenue le 11 octobre 2006 à Charleston, en Caroline du Sud (États-Unis) : « Nous avons tout au plus une ébauche des principes d'interaction, mais nous sommes loin d'en avoir un tableau complet. Cela, joint à l'incertitude inhérente à la manipulation génétique, rend dangereux l'usage de cette technologie à grande échelle. Les arbres génétiquement modifiés comportent trop de dangers pour les lâcher dans l'environnement, et encore plus pour permettre qu'ils soient cultivés en masse dans d'énormes plantations ».

DERNIÈRE MINUTE : La lutte contre les arbres GM n'est pas facile aux États-Unis. Le site stopgetrees.org a été piraté et il a fallu le fermer définitivement. « C'est vraiment malheureux, car il contient des informations pertinentes et dont la date est importante, concernant les commentaires adressés à l'APHIS de l'USDA au sujet des eucalyptus GM résistants au froid que l'on développe dans le Sud-Est des États-Unis pour la fabrication d'agrocarburants et de pâte », a dit Orin Langelle. « Nous sommes en train de mettre cette information dans le site du Global Justice Ecology Project : <http://www.globaljusticeecology.org>, à l'adresse

<http://globaljusticeecology.org/index.php?name=getrees&ID=419>. D'autre part, la pétition en ligne concernant ce qui précède a disparu pendant une journée entière. »

Article fondé sur : "Ecological and Social Impacts of Fast Growing Timber Plantations and Genetically Engineered Trees", Global Justice Ecology Project, <http://globaljusticeecology.org/index.php?name=getrees&ID=404> ; ArborGen is growing GE trees for possible use as fuel, <http://72.14.209.104/search?q=cache:jDz2mclsB-LJ:www.stopgetrees.org/article.php%3Fstory%3D20070508134406770%26mode%3Dprint+ArborGen+Alabama&hl=es&ct=clnk&cd=3&gl=ar&client=firefox-a>).

[index](#)

– Rencontre internationale contre la monoculture d'eucalyptus

Le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre du Brésil (MST) a accueilli fin avril, dans son École nationale Florestan Fernandes (Guararema, Sao Paulo), près de 80 représentants de mouvements et d'organisations sociales d'Amérique du Sud, d'Asie, d'Afrique et d'Europe, venus participer à la Rencontre internationale sur la monoculture d'eucalyptus. Le but de la rencontre était de définir un programme d'action conjointe à propos de l'avancée de la monoculture forestière et des entreprises de pâte dans le Sud du monde.

Cette rencontre a découlé d'une décision stratégique prise par le réseau de mouvements Vía Campesina Internacional, qui a identifié le modèle de la monoculture comme l'une des principales menaces qui pèsent sur la souveraineté alimentaire aux plans local, régional et mondial.

L'une des premières conclusions tirées des débats et des témoignages présentés a été qu'il fallait considérer ce phénomène comme une combinaison de politiques financières et commerciales, d'organismes techniques de la sphère des Nations Unies, comme la FAO, et des gouvernements. Ces politiques ont en commun, dans leur application concrète, le contrôle de territoires au profit des entreprises et la destruction des ressources naturelles.

L'ennemi n'est pas l'eucalyptus lui-même, mais le modèle général imposé, qui n'est pas seulement technique mais économique et d'occupation territoriale, et qui affecte directement les conditions de vie et de production des communautés indigènes et paysannes et l'agriculture familiale. Le fait de donner aux entreprises de grandes quantités de terres, d'eau, de crédits publics et de garanties a pour résultat principal la destruction des systèmes locaux de production d'aliments.

D'après le dirigeant paysan basque Paul Nicholson, membre du secrétariat de Vía Campesina Internacional, « *au moment de l'action d'Aracruz (le 8 mars 2006) menée par les femmes de Vía Campesina, nous n'avons pas compris que nous touchions au coeur du modèle, et que cette action était très importante, même du point de vue historique. Ces femmes ont montré de façon très claire et graphique une réalité qui était devant nos yeux. Cela a été une constatation : les femmes ont touché au coeur du modèle néolibéral. Nous nous retrouvons devant une énorme offensive du modèle néolibéral, avec ses nombreuses variantes, par exemple le modèle énergétique, les agrocarburants, la monoculture du soja, la progression du désert vert, le changement climatique. Les principaux responsables des changements climatiques et écologiques sont l'agriculture et l'élevage industriels, par la commercialisation sans contrôle de la terre, des ressources naturelles et de l'alimentation. Il s'agit d'un modèle d'agriculture sans paysans, qui vise à prendre le contrôle absolu de l'alimentation. Nous devons aborder le thème de la monoculture forestière sans perdre de vue la nature globale du problème* ».

D'après Ricardo Carrere, secrétaire international du Mouvement mondial pour les forêts (WRM), « *les combats contre l'eucalyptus sont un symbole ; depuis les premières luttes en Inde, en Malaisie ou en Indonésie, jusqu'à aujourd'hui au Chili, où l'on combat les pins qui ont, eux aussi, épuisé les eaux souterraines et provoqué des désastres sociaux considérables. En Colombie c'est pareil, car on y a planté d'abord des pins en régime de monoculture, et les*

eucalyptus sont venus après. Ce que je veux dire est que le problème n'est pas dans l'espèce mais dans le modèle. Nous sommes contre ce modèle forestier qui se caractérise par la plantation à grande échelle, sur des millions d'hectares, d'essences de croissance rapide. C'est de cela que nous parlons quand nous disons que la monoculture est néfaste ».

Dans l'optique des mouvements paysans du Brésil, l'avancée des plantations d'eucalyptus est l'une des principales entraves au processus général de réforme agraire. D'après une dirigeante du Mouvement des femmes paysannes, « du point de vue des mouvements de femmes qui composent Via Campesina Brasil, il y a deux périodes, avant et après l'action du 8 mars 2006 où l'on a envahi la propriété d'Aracruz Celulose ». Cette action, à laquelle on a fait référence à plusieurs reprises pendant la rencontre, a marqué un tournant dans la lutte contre la monoculture forestière dans le pays, car elle a fait parvenir au public en général un message clair : le modèle des entreprises forestières déplace et affecte directement les paysans et les paysannes sans terre et l'agriculture familiale. Dans la mesure où ces mouvements de masses luttent pour la réforme agraire et voient le modèle de la monoculture forestière comme un obstacle, la stratégie contre ce dernier a la mobilisation comme l'un de ses éléments principaux.

Un autre critère stratégique est le travail en réseau des mouvements, des organisations et des activistes, pour contrer la promotion du modèle forestier et papetier que font les entreprises grâce à leurs grands moyens de communication. Il est nécessaire que ces mouvements et réseaux utilisent les moyens de communication qui sont à leur portée. Comme l'a expliqué un indigène de l'État d'Espírito Santo, au Brésil, où l'entreprise Aracruz a volé des terres aux communautés Tupinikim et continue de violer leurs droits traditionnels et culturels, « les paysages se modifient à une vitesse incontrôlable, ils changent du jour au lendemain. Les meilleures terres de mon État sont occupées par des eucalyptus, des terres bien irriguées. Les entreprises contrôlent les médias au moyen de la publicité ; on ouvre des médias dans les villes proches des grandes plantations et on propose de la publicité aux entreprises ; ainsi, le nouveau média est dominé par les entreprises. Les mouvements de base en sont désorientés, on perd de vue quels sont les ennemis, avec qui ces ennemis ont des rapports ».

Un premier bilan de cette activité nous montre que la stratégie même est la confluence de plusieurs mouvements et organisations pour définir une stratégie régionale contre l'avancée des plantations forestières. Il est nécessaire de construire une stratégie régionale depuis les mouvements sociaux parce que le modèle est régional, les capitaux et les entreprises fonctionnent au plan régional. C'est à nous de rendre possible cette stratégie nécessaire.

Sebastián Valdomir, REDES – Amigos de la Tierra Uruguay, adresse électronique : svaldomir@gmail.com, <http://www.redes.org.uy>.

[index](#)

– Thaïlande : avec les plantations de palmier à huile pour la production de biodiesel, la catastrophe devient imminente

Le gouvernement thaïlandais a décidé de produire du biodiesel à partir d'huile de palme comme source d'énergie. À l'heure actuelle, les zones occupées par les plantations industrielles de palmier à huile couvrent près de 400 000 hectares dans ce pays. Or, on a commencé en 2006 à encourager la plantation de palmier à huile, dans des discours qui parlent de « source renouvelable d'énergie », « sauveur du pays », « plan de reboisement », « zone de protection contre le vent » et « transformation de rizières abandonnées en champs de palmiers ».

Pour être à la hauteur des ambitions du gouvernement, il faudra produire 8,5 millions de litres de biodiesel par jour. Cela veut dire qu'il faudra élargir de 800 000 hectares, entre 2006 et 2009, les surfaces plantées de palmiers à huile. En 2029, cette surface atteindrait 1,6 millions d'hectares.

On a fait tout le travail de recherche sur les techniques de monoculture susceptibles de maximiser la production, mais

le gouvernement thaïlandais n'a jamais révélé quelles étaient les conséquences écologiques de la culture du palmier à huile.

Il est fortement inquiétant que le gouvernement n'ait jamais dit que la terre affectée à la plantation de palmier à huile est souvent détériorée à cause de la production en régime de monoculture et l'utilisation de produits chimiques en abondance. Il est difficile de produire des palmiers à huile de manière intégrée parce que les palmiers sont volumineux et que leurs racines fibreuses s'étendent très loin. Chaque palmier pèse plus de trois tonnes et les types de plantes que l'on peut cultiver dans la plantation sont très peu nombreux. Pour les animaux qui vivent dans le sol, tels les vers de terre, il est très difficile de s'y frayer un chemin. En outre, il est difficile et cher de se débarrasser des palmiers morts et de leurs racines, car il faut payer une rétrocaveuse pour les déraciner ou utiliser des produits chimiques pour les détruire.

Le gouvernement a donné aux agriculteurs des crédits, des matières premières et d'autres éléments. Grâce à cette forte promotion, les zones de plantation se sont rapidement élargies, surtout dans les forêts des bassins versants, dans les zones humides, dans les forêts publiques communautaires et dans les rizières. Si l'expansion des plantations de palmier à huile avait lieu comme prévu dans les plans gouvernementaux, la Thaïlande perdrait irréversiblement sa sécurité alimentaire, ses forêts et sa diversité biologique. Pour le peuple thaïlandais, ce serait une catastrophe.

Extrait et adapté de : "Ten Million Rai of Oil Palm Plantation: A Catastrophe for the Thai People", Mme. Bandita Yangdee, Project for Ecological Awareness Building (EAB), envoyé par Sayamol Kaiyoorawong, adresse électronique : noksayamol@yahoo.com. La version intégrale de l'article est publiée sur : <http://www.wrm.org.uy/countries/Thailand/Catastrophe.pdf>.

[index](#)

– Uruguay : lancement d'une initiative nationale pour la suspension de l'arboriculture forestière

La promotion des grandes plantations d'arbres de croissance rapide en régime de monoculture a commencé en Uruguay en décembre 1987, avec l'adoption de la loi n° 15939. Les plantations d'arbres occupent aujourd'hui plus d'un million d'hectares qui n'appartiennent pas uniquement à la catégorie dénommée « de priorité forestière ».

Les plantations d'arbres avancent sur les prairies et les zones d'alimentation des aquifères, entourent des établissements agricoles, laissent des villages isolés et, tout au long de ces années, leurs effets se sont fait sentir. Cela va des écoles rurales qui se ferment et des puits communautaires qui ont tari, rendant toute production agricole impossible, à la concentration de terres entre les mains d'entreprises étrangères qui portent atteinte à la souveraineté nationale : 400 000 hectares du territoire uruguayen appartiennent à quatre transnationales, ENCE (espagnole), Botnia (finnoise), Stora Enso (suédo-finnoise) et Weyerhaeuser (nord-américaine).

Or, l'opposition a elle aussi grandi. Les délégués d'organisations de petits producteurs agricoles et d'autres organisations sociales de divers départements du pays se sont réunis les 14 et 15 avril de cette année pour discuter ensemble des problèmes que crée l'expansion de l'arboriculture forestière.

La réunion a été fructueuse, car elle a permis d'articuler les divers mouvements et opinions qui se manifestaient jusque-là séparément, de mettre en commun les problèmes pour inventorier les effets déjà constatés des plantations, et de recueillir des voix pour demander la suspension de l'afforestation.

Le résultat a été une « INITIATIVE NATIONALE POUR LA SUSPENSION DE L'ARBORICULTURE », que nous reprenons ci-dessous.

« Les 14 et 15 avril 2007, dans la localité de Paso Severino du département de Florida, les délégués d'organisations de petits producteurs agricoles et d'autres organisations sociales de toutes les régions du pays, réunis pour discuter ensemble des problèmes suscités par l'expansion de l'arboriculture forestière,

vu l'absence d'études sur les effets écologiques et sociaux de la loi sur l'arboriculture forestière avant sa mise en application ;

attendu les conséquences déjà constatées des plantations forestières :

- déplacement de la population rurale,
- opportunités d'emploi rares et dans de mauvaises conditions de travail,
- concentration de la terre entre les mains de grandes entreprises nationales et étrangères,
- transfert de ressources économiques considérables de toute la population vers le secteur forestier par le biais de subsides directs et indirects,
- tarissement et pollution des ressources hydriques,
- dégradation des sols,
- contamination de l'eau et du sol par l'application massive de produits chimiques toxiques,
- atteintes graves à la flore et, en particulier, à l'écosystème de prairie,
- atteintes graves à la faune et apparition de ravageurs qui affectent d'autres productions agricoles,
- altération du paysage uruguayen typique,

les personnes présentes ont décidé de constituer un mouvement national, ouvert à toutes les entités et à tous les citoyens qui partagent les objectifs suivants :

EXIGER la suspension immédiate de toute plantation de pins ou d'eucalyptus, sauf celles de petites dimensions destinées à protéger, donner de l'ombre, fournir du bois de feu ou d'autres éléments destinés à la consommation dans la propriété rurale concernée.

Exiger simultanément :

- que soient évalués de manière exhaustive les impacts d'ordre social, économique et écologique de l'arboriculture forestière, avec la plus large participation de secteurs de la société civile, en particulier les plus atteints ;
- que la monoculture d'arbres ne soit pas incluse dans le plan d'aménagement territorial du pays, du fait de l'expérience des effets négatifs, économiques, sociaux et écologiques, qu'elle a déjà eus dans le pays ;
- que la législation actuelle en matière d'arboriculture forestière soit révisée avec la participation la plus large de secteurs de la société civile, en particulier les secteurs les plus atteints ;
- que l'article 47 de la Constitution – qui a rendu au pays la souveraineté sur la gestion des ressources hydriques – soit appliqué, en particulier au secteur forestier ;
- que soit adoptée une législation qui empêche la concentration de terres entre les mains de grandes entreprises nationales et étrangères ;
- que les stratégies de développement du pays soient discutées avec la plus large participation de secteurs de la société civile, en particulier les plus marginalisés ;
- que des instruments juridiques soient adoptés pour garantir la permanence et l'amélioration de la qualité de vie des familles rurales.

En définitive, nous disons :

Oui à la diversité de production et non à la monoculture d'arbres.

Oui à la distribution équitable des terres – de la terre pour ceux qui veulent la travailler – et non à la concentration entre les mains des grandes entreprises nationales et étrangères.

Oui à la défense et à la préservation des ressources naturelles, et non à l'exploitation destructrice du riche patrimoine du pays pratiquée par les grandes entreprises.

Oui au bien-être de tous les Uruguayens, en harmonie avec la nature et avec la préservation de la planète. »

L'Initiative convoque toutes les entités et tous les citoyens qui sont d'accord avec cette plateforme à s'y rallier et à participer activement.

[index](#)

- Le WRM a une nouvelle section de vidéos sur les plantations et les usines de pâte

Le site sur la toile du WRM a une nouvelle section consacrée aux enregistrements vidéo. Vous pouvez la trouver sur la colonne de gauche de la page ou en allant directement à <http://www.wrm.org.uy/Videos/index.html>.

Les conséquences des grandes plantations d'arbres en régime de monoculture, que nous avons documentées pendant des années, y sont décrites par les gens du pays : de la destruction des forêts provoquée par les plantations de palmier à huile en Indonésie aux luttes des femmes de Via Campesina contre les plantations d'arbres à pâte d'Aracruz Celulose au Brésil ; des combats des Équatoriens contre les plantations d'eucalyptus d'Eucapacific au désastre écologique causé par l'usine de pâte de Celco Arauco au Chili ; du problème grandissant des plantations d'arbres à bois en Afrique du Sud aux risques que comporte en Uruguay l'usine de pâte projetée par l'entreprise finnoise Botnia.

Les témoignages ont des visages et des voix. Les paysages que les « déserts verts » laissent derrière eux et la détermination des peuples concernés se passent de commentaires.

[index](#)

LES INVESTISSEMENTS DU NORD DANS LE SUD

- L'industrie suédoise de plantation et d'élaboration de pâte et son plan de déplacement vers le Sud

Le 26 avril, l'Académie royale suédoise de l'agriculture et des forêts a organisé à Stockholm un séminaire sur le thème "Tilting forest industries from North to South", dont le but était de discuter sur la tendance croissante de l'industrie suédoise de plantation et d'élaboration de pâte à investir dans les pays du Sud, tels le Brésil, l'Uruguay et l'Indonésie.

Malheureusement, les organisateurs ont refusé de faire une place dans le panel aux représentants des pays du Sud qui étaient en Suède à ce moment. Parmi ces représentants figuraient des experts sur les impacts écologiques et sociaux des plantations et des usines de pâte, en provenance du Brésil, de l'Indonésie, de l'Afrique du Sud, du Swaziland et de l'Uruguay, ainsi qu'un certain nombre d'étudiants suédois qui venaient de rentrer du Brésil où ils avaient mené une étude sur le terrain à propos des plantations de Veracel et d'Aracruz.

Ainsi, le panel n'incluait que des représentants favorables aux plantations et à l'industrie de la pâte, lesquels ont donné une vision partielle des effets possibles de l'avancée de l'industrie suédoise vers le Sud. Plusieurs orateurs ont signalé le rendement « fantastique » des plantations d'eucalyptus au Brésil, qui produisent jusqu'à dix fois plus de bois par hectare que les forêts suédoises, au point qu'un orateur a affirmé : « si vous voulez avoir des arbres qui poussent vite, parlez portugais ». Des pays comme l'Angola, le Brésil, le Chili, le Mozambique et l'Uruguay ont été considérés comme des « possibilités intéressantes » pour les plantations et les usines de pâte, et comme des pays « de faible coût ». Il a été mentionné que les coûts au Brésil étaient la moitié de ceux de la Suède.

Ce qui précède, joint à l'augmentation pronostiquée de la consommation mondiale de papier et de carton et à la possibilité d'obtenir « de l'argent bon marché » pour investir dans les pays du Sud, a poussé l'industrie suédoise à

décider d'installer dans le Sud la base de production de sa matière première (les plantations) et de la pâte de papier.

Tandis qu'un seul orateur a fait quelques commentaires sur les conséquences négatives des plantations d'arbres en Indonésie, Otavio Pontes, vice-directeur de Stora-Enso Amérique latine a présenté comme modèle de gestion « réussie » et « responsable » les plantations d'arbres de Veracel Celulose au Brésil (dont 50 % appartiennent à Stora-Enso et 50 % à Aracruz Celulose).

Il est regrettable qu'on n'ait pas donné au représentant du mouvement brésilien Alerte contre le Désert Vert l'occasion de contrer depuis le panel la propagande de M. Pontes en présentant quelques exemples récents de la gestion de Veracel Celulose :

- Le 13 mars 2007, l'entreprise a été condamnée par IBAMA (l'agence fédérale de l'environnement) à payer une amende d'environ 200 000 USD pour avoir appliqué un herbicide sur 31 600 hectares d'une zone de protection permanente située dans la municipalité d'Eunápolis, détruisant la végétation de la région et contaminant une surface encore plus étendue.
- Le 1^{er} avril 2007, la population de Ponto Central, municipalité de Santa Cruz de Cabralia, a bloqué la route pour empêcher les autobus qui transportaient les travailleurs de Veracel d'arriver à l'usine de pâte, parce que l'entreprise refusait de répondre aux réclamations de la communauté.
- Une étude récemment menée par Cepedes (centre d'études sur le développement de l'Extrême Sud de Bahia) montre que, depuis que Veracel a commencé à établir des plantations dans la municipalité d'Eunápolis au début des années 1990, la population rurale y a diminué de 59,3 %, tandis que, dans la même période et à l'échelon national, la diminution a été de 28 %.
- M. Pontes a déclaré que Veracel « a créé 30 000 emplois », mais ce chiffre est en contradiction avec ceux que donne l'entreprise elle-même, suivant laquelle Veracel a créé 739 emplois directs et 3 400 emplois indirects.
- Veracel, cette entreprise « socialement responsable », a fermé en novembre 2006 un projet qui fournissait à Eunápolis des activités éducatives pour 300 enfants de 7 à 15 ans. Il convient de rappeler que, pendant la même période (où avait lieu au Brésil la campagne électorale présidentielle, législative et gubernatoriale), Veracel avait dépensé des centaines de milliers de dollars à aider financièrement tous les candidats, en particulier ceux qui avaient des chances d'être élus, comme les deux candidats principaux au gouvernement de Bahia (l'un d'eux a reçu 100 000 USD et l'autre 50 000 USD).

Les participants du Sud et les étudiants suédois qui étaient parmi le public ont réussi à présenter des problèmes et à s'opposer à la vision tendancieuse des plantations qui était celle de la plupart des membres du panel. Cela n'a pas été facile, car le président du séminaire a non seulement essayé d'éviter qu'ils parlent mais s'est posé lui-même en défenseur des plantations d'arbres et des usines de pâte dans le Sud. Dans une de ses interventions, il a rétorqué par une question à ceux qui critiquaient cette politique : « Si vous êtes contre les plantations, comment pensez-vous que nous puissions fournir des livres d'étude aux écoliers ? ». Et il a ajouté : « quelle alternative proposez-vous ? ». On lui a expliqué que la population de pays comme le Brésil ou l'Uruguay consomme dix fois moins de papier par personne que la population de la Suède, et que les plantations et les usines de pâte établies dans ces pays n'y produiront même pas une feuille de papier, car la plupart de la pâte sera exportée vers les pays du Nord, où la consommation de papier est excessive. Par exemple, en Suède, l'emballage et le conditionnement d'une part, et le papier de soie de l'autre, représentent respectivement 46 % et 10 % de la consommation de papier.

En ce qui concerne les « alternatives », on a fait savoir au président que la première consisterait à NE PAS planter d'arbres en régime de monoculture, parce que cela aboutit à la perte nette d'emplois au plan local et à bien d'autres impacts qui, eux aussi, portent atteinte aux moyens de vie de la population.

En somme, le séminaire a prouvé que, pour l'industrie suédoise de la pâte, les performances « fantastiques » de l'eucalyptus dans les pays du Sud ont trait surtout aux énormes profits que cette industrie peut faire, ce qui la rend

fantastiquement aveugle à tout impact négatif susceptible de mettre ce pactole en péril.

Winnie Overbeek, FASE/ES, adresse électronique : winnie.fase@terra.com.br, et Ricardo Carrere, WRM.

[index](#)

- Uruguay : l'usine de pâte de Botnia. Pourquoi utilise-t-on des fonds publics de l'UE ?

Botnia est en train de construire l'usine de pâte la plus controversée du monde à Fray Bentos, en Uruguay. Elle le fait avec des centaines de millions de dollars des contribuables, canalisés à travers la Banque mondiale, l'agence finnoise de crédit à l'exportation et la Banque nordique d'investissement. Autant la pâte que les profits seront exportés.

Le 16 mai 2007, une conférence a eu lieu au Parlement européen pour discuter de l'usine de pâte de Botnia. La réunion, dont le thème était « La production durable de pâte en Amérique latine est-elle une pure fiction ? », était organisée par la fondation Heinrich Böll et les Verts / Alliance libre européenne. Il y a eu des exposés d'ONG européennes et latino-américaines, d'universitaires, de politiciens et d'un représentant de Botnia. La Société financière internationale, qui finance l'usine de pâte, était invitée mais s'est excusée.

« Botnia a toujours demandé le dialogue », a dit Kaisu Annala, vice-présidente à l'environnement de Botnia. D'après elle, les ONG ont refusé tout dialogue. « Nous espérons qu'après cette réunion il y aura davantage d'échanges, comme nous en avons l'habitude ici en Europe », a-t-elle dit.

Son exposé portait exclusivement sur les avantages supposés de l'usine. Le bois proviendra de plantations certifiées par le Forest Stewardship Council. « Sylviculture durable », a-t-elle dit. Elle n'a pas mentionné les ruisseaux qui ont tari parce que les plantations d'eucalyptus en régime de monoculture ont drainé jusqu'à la dernière goutte l'eau du sol. Elle n'a pas mentionné les paysans qui n'ont plus d'eau dans leurs puits.

Elle a dit que l'usine va créer des emplois, mais elle a pris soin de ne pas spécifier combien de ces emplois seront à plein temps et combien seront saisonniers. Elle n'a pas mentionné les emplois qui ont disparu parce que les plantations d'eucalyptus ont fait perdre aux éleveurs leurs pâturages. Elle n'a pas mentionné les cultivateurs de pastèques et de cacahuètes qui n'ont plus assez d'eau pour leurs cultures. Ni les emplois qui se perdront dans le secteur du tourisme lorsque l'usine commencera à puer.

Les exposés qui ont suivi ont porté sur les problèmes causés par l'usine. Le professeur Marcelo Conti, de l'Université de Rome, a parlé des études menées à propos de l'usine de Botnia, qui n'ont pas examiné les risques du projet. Il a dit que les données étaient insuffisantes et les analyses trop optimistes.

« Les études faites par l'entreprise et par la Banque mondiale considèrent la production de pâte et les plantations industrielles d'arbres comme deux choses séparées, mais elles ne le sont pas », a dit Monica Vargas, de Debtwatch.

Marcel Achkar, de REDES (Les Amis de la Terre Uruguay) a parlé des problèmes que créent les plantations. Elles détruisent les prairies. Elles font diminuer le débit d'eau. Elles portent atteinte aux sols. Il a montré des diapositives des coupes rases après la récolte du bois. « À quoi bon affecter la terre à cela ? » a-t-il demandé. « Cette terre était auparavant excellente pour la production de denrées agricoles. »

« Ce qu'il nous faut c'est un plan de développement propre », a dit dans son exposé Paula Brufman, de Greenpeace Argentine. Elle a analysé la demande mondiale de pâte et signalé que, pour satisfaire la demande actuellement prévue de l'industrie, il nous faudrait chaque année deux nouvelles usines de la taille de celle de Botnia.

Pekka Haavisto, membre du Parlement finlandais, a parlé du besoin d'appliquer des critères internationaux. « En tant

que Finnois, nous devrions veiller à ce que les entreprises européennes emploient les meilleures technologies disponibles », a-t-il dit. L'idée de développer et d'appliquer des normes a été remise en question quelques moments plus tard par Klemens Laschesfki, de l'université brésilienne de Minas Gerais. « Nous pouvons appliquer des normes et aller de l'avant, ou nous pouvons nous occuper des questions de justice environnementale », a-t-il dit. « Les normes s'appliquent à un processus industriel, et non à la structure de l'industrie. » Il a décrit son travail avec des personnes affectées par des projets semblables à l'usine de pâte de Botnia. Il travaille avec le Mouvement des paysans sans terre (MST), qui remet en question le modèle de développement dans son ensemble.

La question du titre de cet article, « Pourquoi utilise-t-on des fonds publics de l'UE ? » a été posée par Marcel Achkar, des Amis de la Terre Uruguay. Mon exposé concernait les centaines de millions de dollars que Botnia reçoit du gouvernement de la Finlande et de la Banque mondiale. L'agence finnoise de crédit à l'exportation, Finnvera, fournit un total de 230 millions USD comme garantie de crédit pour Andritz Oy, une société finnoise. « Les opérations de Finnvera contribuent à augmenter l'emploi et à développer les entreprises finnoises », explique le site sur la toile de Finnvera.

L'UE a bien accueilli en décembre 2006 la décision de la Banque mondiale de financer l'usine de pâte de Botnia. « J'applaudis cette décision », a dit Peter Mandelson, Commissaire au Commerce de l'UE. La réponse à la question de départ est donc très simple : Botnia reçoit des fonds publics européens parce que cela convient à l'industrie européenne.

Chris Lang. L'exposé de l'auteur à la réunion de Bruxelles est disponible à l'adresse : <http://chrislang.org/2007/05/24/subsidies-and-the-botnia-pulp-mill/>

[index](#)

LE COMMERCE DU CARBONE

– Les plans d'échange d'émissions du G8 diffèrent toute action authentique en matière de climat et rapportent de gros profits aux plus grands pollueurs

L'hégémonie du G8 dans les forums internationaux tels que la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques fait que la politique mondiale en matière de climat soit définie en fonction de sa compatibilité avec le système économique en place, et non de son efficacité à réduire les émissions.

Le commerce du carbone tient un rôle central dans cette approche. Il transforme la capacité de recyclage du carbone de la planète en une propriété à vendre et à acheter sur le marché mondial. Cette utilisation des forces du marché pour résoudre les problèmes environnementaux prend deux formes. Premièrement, les gouvernements accordent des permis aux grands pollueurs industriels, qui commercialisent ensuite ces « droits de polluer ». Deuxièmement, les projets de compensation d'émissions censés réduire ou éviter les émissions à d'autres endroits, habituellement dans les pays du Sud, génèrent des crédits excédentaires. Ces crédits peuvent être achetés pour compenser tout dépassement des émissions permises. En application du Protocole de Kyoto, de tels projets de compensation sont mis en oeuvre dans le Sud par le biais du Mécanisme de développement propre (MDP), ou dans les pays du Nord au moyen de la Mise en oeuvre conjointe (MOC).

Ce marché est en train de prendre d'énormes proportions. Un rapport de la Banque mondiale l'a évalué à 21,5 milliards USD pour les trois premiers trimestres 2006, soit 94 % de plus qu'en 2005, où il était évalué à 11,1 milliards USD.

À partir de Gleneagles

Malgré le battage publicitaire, le sommet 2005 du G8 en Écosse a produit peu de chose en matière d'actions concrètes contre le changement climatique. Le communiqué final faisait état de quelques résolutions molles pour « promouvoir » des pratiques meilleures, mais ne parlait pas du tout de réduire le rythme d'extraction et de consommation de combustibles fossiles. Pourtant, Blair a reçu beaucoup d'éloges pour avoir amené les chefs d'État du Brésil, de la Chine, de l'Inde, du Mexique et de l'Afrique du Sud à la table de négociations, et c'est avec ces pays que le Dialogue du G8 plus 5 a été lancé. Ce dialogue rassemble des législateurs de haut niveau, des leaders du monde des affaires, des représentants de la société civile et des leaders d'opinion pour discuter d'un accord post 2012 sur le changement climatique, dans le but de parvenir à une déclaration consensuelle lors du sommet 2008 du G8 au Japon.

Le dialogue a une forte tendance à considérer les plans de nature commerciale comme le meilleur moyen de s'attaquer au changement climatique, au point que l'un de ses groupes de travail est spécifiquement chargé de développer des mécanismes de marché. De plus, le sommet du G8 plus 5 a mandaté la Banque mondiale pour faciliter la création d'un cadre de gestion du changement climatique, de l'énergie propre et du développement durable, en dépit du fait que la Banque mondiale est une partie du problème du climat, plutôt qu'une solution. En effet, le Bank Information Centre estime que, depuis la signature de la Convention de l'ONU sur le climat lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992, la Banque mondiale a financé, à elle seule, des projets fondés sur des combustibles fossiles pour plus de 25 milliards USD.

En réponse au mandat du G8, la Banque mondiale a produit un rapport intitulé « Énergie propre et développement : vers un cadre d'investissement », dont la version actualisée a été présentée à la réunion du G8 plus 5 tenue au Mexique en octobre 2006. Ce rapport présentait le commerce du carbone comme le principal moyen de financer le développement de technologies propres.

La promotion du commerce d'émissions que fait la Banque par l'intermédiaire du G8 plus 5 crée un conflit d'intérêts évident, car elle en est le plus gros agent public, avec plus d'un milliard de dollars dans son portefeuille de crédits de carbone. Cela lui rapporte des recettes considérables grâce au pourcentage qu'elle reçoit en guise de commission sur tous les crédits qu'elle achète pour les administrer à travers son Fonds prototype du carbone. Son influence dans les processus politiques tels que le G8 plus 5 lui a permis de faire pression pour que le MDP devienne une proposition plus attrayante pour les investisseurs et moins efficace en matière de réduction véritable des émissions.

Le G8 plus 5 s'est réuni à nouveau en février 2007 à Washington. La réunion a été menée par cinq sénateurs nord-américains qui ont présenté un projet de loi du congrès, suivant lequel les entreprises nord-américaines pourraient certifier les réductions d'émissions et les vendre à d'autres nations. Les principaux orateurs étaient la chancelière allemande Angela Merkel, Nicholas Stern, auteur de l'influent Rapport Stern sur le changement climatique qui a apporté une justification au commerce mondial du carbone, et Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale.

On ne sait pas encore quelles seront les propositions pour s'attaquer au changement climatique que l'on présentera au sommet 2007 du G8 en Allemagne, mais la majorité des gouvernements, des industries et des institutions financières internationales tiennent à voir le terrain préparé pour un cadre international sur le commerce d'émissions qui s'étende au-delà de la période d'engagement 2012 du Protocole de Kyoto, et qui inclue d'autres gaz à effet de serre et d'autres secteurs producteurs d'émissions, comme l'industrie aéronautique.

Le commerce du carbone ne marchera pas

Le G8 et les écologistes du libre-échange ont été en tête de ligne pour défendre des scénarios optimistes où tout le monde gagne et où la quête de profits maximum pour les entreprises peut aller la main dans la main avec la solution de la crise climatique. Mais c'est surtout un acte de foi, puisque rien ne prouve qu'on puisse enrayer le changement climatique tout en maintenant un modèle de croissance économique fondé sur l'extraction et la consommation toujours plus grandes de combustibles fossiles.

Le commerce du carbone encourage les industries les plus fortement dépendantes du charbon, du pétrole et du gaz à remettre à plus tard leur abandon des combustibles fossiles. Il y a peu d'intérêt à mettre en oeuvre des plans onéreux de changement structurel à long terme, si l'on peut s'en sortir à court terme en achetant des permis bon marché à des opérations qui peuvent réduire leurs émissions. Pourtant, les pays du G8 qui veulent montrer leur engagement avec les initiatives pour le climat laissent de côté ces problèmes inhérents au commerce d'émissions et penchent pour un système qui maintient la prédominance économique des nations industrialisées les plus puissantes.

Les pays du G8 et le commerce d'émissions

La France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni

Depuis le début de 2005, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Royaume-Uni participent au système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne (ETS), la plus grande tentative de commercialisation d'émissions et présage de son extension au plan mondial, qui commencera en 2008. Il s'agit d'un système de 'plafond et échange'. La quantité de pollution permise est divisée entre les installations industrielles de toute l'Europe : voilà le côté 'plafond'. Si une installation dépasse cette limite, elle doit acheter sur le marché l'équivalent en permis et, inversement, si une installation n'atteint pas cette limite, elle peut vendre son excédent sur le marché : voilà le côté 'échange'.

La première étape du système a été un désastre. Sous les pressions permanentes des entreprises, presque tous les gouvernements de l'UE ont fixé aux industries des plafonds très élevés. Ainsi, en 2005, les industries d'Europe concernées ont émis 66 millions de tonnes de moins que le quota qui leur avait été alloué. Cela veut dire que le plafond était inutile, puisqu'il n'avait provoqué aucune réduction nette des émissions. Une analyse préliminaire des données 2006 montre que 93 % des 10 000 installations concernées par l'ETS n'ont pas atteint le quota d'émissions alloué.

Cette surallocation a apporté des bénéfices exceptionnels aux plus forts pollueurs qui, en réussissant à exagérer leurs besoins en matière de quotas, ont reçu énormément de permis qu'ils pouvaient par la suite vendre avec profit. En outre, les entreprises ont gagné de l'argent en transférant aux consommateurs le « prix marchand » nominal de ces permis gratuits. Le ministre allemand de l'Environnement a déclaré que les quatre producteurs d'électricité les plus grands d'Europe (Eon, RWE, Vattenfall et EnBW) avaient ainsi fait des profits atteignant des sommes aussi coquettes que six et huit milliards d'euros.

La deuxième étape de l'ETS de l'UE doit démarrer en 2008 mais, de toute évidence, on n'a pas appris la leçon. Un document de travail publié en novembre 2006 par des chercheurs allemands dit que, sur les 25 plans nationaux d'allocation de quotas soumis à l'approbation de l'UE, 18 sont trop généreux, et que les nouveaux plafonds sont bien souvent supérieurs aux taux d'émissions de 2005.

Le Japon

Le Japon est le pays industrialisé le plus efficace en matière d'énergie, et il s'efforce maintenant d'atteindre l'objectif fixé à Kyoto en baissant ses émissions jusqu'à 6 % au-dessous du niveau de 1990 (qu'elles dépassent en ce moment de 8 %). Par conséquent, le Japon est très intéressé à utiliser l'échange d'émissions pour compenser la différence. Dans son budget 2006, le gouvernement japonais a destiné 5,4 milliards de yens (45,9 millions USD) à l'achat à l'étranger de crédits d'émission ; il a approuvé 41 projets majoritairement MDP dans des pays tels que la Malaisie, l'Inde, la Corée du Sud, l'Indonésie, la Chine et le Vietnam, et d'autres encore plus nombreux sont à l'étude. De plus, le Japon est l'un des principaux investisseurs du Fonds prototype pour le carbone de la Banque mondiale : sur 17 entreprises, 8 sont japonaises, y compris la banque étatique, la Japan Bank for International Cooperation.

Le Canada

Le gouvernement conservateur du Canada a donné des signes de mécontentement au sujet de son engagement à réduire les émissions jusqu'à 6 % au-dessous du niveau de 1990. Le ministre de l'Environnement, Rona Ambrose, a

déclaré que cet objectif était « impossible », que le système d'échange de l'UE était un échec, et que le MDP n'était d'autre qu'une recette pour encourager la corruption et gaspiller de l'argent. L'administration conservatrice n'a pas accordé le financement promis au conseil de direction du MDP, l'organisme international qui supervise et approuve les projets MDP, et elle a accordé au bureau canadien d'administration du MDP et du MOC un budget si insuffisant qu'il est presque inexistant.

La Russie

L'effondrement de l'économie de la Russie dans les années 1990 a fait chuter les émissions, qui se sont trouvées à un moment donné 40 % au-dessous de celles de 1990. Comme résultat, la Russie possède un énorme excédent de crédits carbone qu'elle pourra vendre à d'autres pays en 2008, lorsque le marché mondial des émissions sera ouvert... mais cela a été obtenu grâce aux circonstances extérieures, et non pour avoir pris une quelconque mesure en matière d'efficacité énergétique ou d'énergies renouvelables. Il s'agit d'un exemple qui montre que l'échange d'émissions peut être exploité de façon rentable sans avoir pris aucune initiative durable pour s'attaquer au changement climatique. Il n'est pas surprenant que la Russie se soit montrée enthousiaste face à la possibilité de tirer profit de l'échange d'émissions, d'autant plus qu'une estimation de la Banque mondiale suggère qu'elle pourrait gagner onze milliards de dollars dans le cadre de Kyoto.

Les États-Unis

Comme chacun sait, George Bush a refusé de ratifier le Protocole de Kyoto en 2001, de sorte que les États-Unis ne participent pas au commerce d'émissions pour atteindre les objectifs du pays. Pourtant, il y existe plusieurs initiatives privées, dont le Chicago Climate Exchange, pour la commercialisation de crédits compensatoires. Après la récente victoire des démocrates au Congrès, l'attitude des États-Unis à l'égard de l'échange d'émissions semble prête à changer. Les entreprises nord-américaines telles que DuPont et General Electric se sont unies à des groupes écologistes pour former le partenariat US Climate Action et presser Bush et le Congrès de créer un marché du carbone pour le pays. Au Forum économique mondial de Davos, des directeurs généraux d'entreprises d'énergie et de sociétés industrielles européennes et nord-américaines ont dit que les États-Unis devaient montrer la voie vers l'établissement d'un régime mondial d'échange d'émissions.

Kevin Smith, adresse électronique : kevin@carbonradewatch.org. Envoyé par l'auteur.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

